

## Autour de *Comment le peuple juif fut inventé* de Shlomo Sand

DANS **LE DÉBAT** 2010/1 (N° 158), PAGES 147 À 192

ÉDITIONS **GALLIMARD**

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070128433

DOI 10.3917/deba.158.0147

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2010-1-page-147.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Autour de *Comment le peuple juif fut inventé* de Shlomo Sand

Esther Benbassa

*Les Juifs, plus qu'une religion,  
moins qu'un peuple ?*

Le titre même de l'ouvrage de Shlomo Sand, s'il est provocateur, est aussi surtout très stimulant. Le simple fait de se poser la question de savoir « comment le peuple juif fut inventé » annonce déjà une démarche originale, qui oblige à se défaire des œillères avec lesquelles, y compris les spécialistes du domaine, regardent les Juifs. On se demande souvent – n'est-il pas vrai ? – si juif/Juif, comme substantif, doit s'écrire avec un petit ou un grand *j*. La réponse convenue, et qui est faite souvent sans réfléchir, est simple : la minuscule est de règle lorsqu'on désigne par là le fidèle d'une religion, la majuscule le membre d'un peuple. C'est là que devrait commencer la vraie interrogation : comment, pourquoi, quand faut-il donc opter pour l'un

plutôt que pour l'autre ? Quel éditeur, quel correcteur n'a-t-il pas maintes fois hésité entre les deux options, la différence entre les deux étant si difficile à établir ? Il n'a de fait jamais été aisé de tracer la frontière entre ce qui, chez les Juifs, relève de l'appartenance au peuple et ce qui appartient simplement au religieux. Et immédiatement vient à l'esprit une autre question : Israël est-il un pays juif (un pays de juifs) ou le pays des Juifs ? Or, là aussi, l'ambiguïté est la règle.

Le titre du célèbre opus de Theodor Herzl, fondateur du sionisme politique, *Der Judenstaat*, est ordinairement traduit en français par « L'État des Juifs », mais aussi parfois par « L'État juif ». Les chevilles ouvrières de l'État d'Israël, si laïques qu'elles aient été, se sont approprié toute une terminologie d'origine religieuse pour relier leur projet à sa matrice proclamée, la Bible. Et s'il y a eu de longs débats sur le choix de l'emplacement du futur État, après la mort de Herzl,

---

Esther Benbassa est directrice d'études à l'École pratique des hautes études, où elle est titulaire de la chaire d'histoire du judaïsme moderne. Parmi ses principaux ouvrages, voir notamment : *Israël, la terre et le sacré*, 2<sup>e</sup> éd., Flammarion, « Champs », 2001 (avec J.-C. Attias) ; *La Souffrance comme identité*, Fayard, 2007 ; *Dictionnaire des mondes juifs*, Larousse, 2008 (avec J.-C. Attias) et *Être juif après Gaza*, CNRS Éditions, 2009.

---

Esther Benbassa  
Plus qu'une religion,  
moins qu'un peuple ?

on s'est définitivement fixé sur la Terre sainte. Encore fallait-il trouver une légitimation à ce choix. Cette terre était habitée par d'autres peuples et des adeptes d'autres religions. Comment la faire accepter comme site du futur « foyer national juif » ? Si l'on met effectivement à contribution l'attachement millénaire des Juifs à Jérusalem et les fondements d'une histoire dont cette ville est le symbole, en revanche peu de données profanes, laïques et concrètes peuvent entrer en ligne de compte pour justifier un tel choix du lieu de la réalisation du rêve sioniste, d'autant qu'avant les pogromes de 1881-1882 le nombre de Juifs qui l'habitaient n'était pas très élevé. La Bible s'érige dès lors en livre d'histoire par excellence pour les premiers pionniers ; elle devient elle-même une vraie terre, où l'on puise les éléments essentiels pour justifier, exiger et mettre en œuvre les « droits historiques » inaliénables des Juifs sur la Palestine.

L'enseignement de la Bible comme livre d'histoire entre dans les programmes scolaires de la colonie juive de Palestine, avant même la fondation de l'État. On occulte son affaiblissement numérique au cours des siècles et le renforcement proportionnel du poids de la Diaspora, le déclin corrélatif de la Terre sainte comme centre du judaïsme mondial, après la destruction du premier Temple en – 586, celle du second en 70, l'ascension irrésistible d'un pôle concurrent en Babylonie, ainsi que l'éloignement indéfini, après l'échec retentissant de l'ultime révolte contre les Romains de 135, des perspectives de restauration et de rassemblement, tous éléments qui contribuent à distendre toujours plus les liens du « peuple juif » avec sa terre. Tout cela a pourtant profondément affecté l'identité juive et le judaïsme comme système légal. La synagogue remplace en exil le Temple détruit et les Jérusalem de substitution s'y multiplient. Tlemcen

est la Jérusalem du Sud, Vilna celle de l'Est, Sarajevo celle des Balkans, Amsterdam celle du Nord, etc., tandis que la Jérusalem authentique s'érige en espérance, en attente, lieu imaginé des futures réalisations messianiques. On prie toujours en direction de Jérusalem ; à Pâque, on dit toujours : « l'an prochain à Jérusalem ». Mais c'est en Diaspora que l'on vit.

Le sionisme utilise cette charge émotionnelle et religieuse pour lui donner une tournure séculière et en faire un projet étatique. La Bible est une terre, la langue hébraïque la raconte, les lieux portant des toponymes arabes prennent des noms tirés de l'Écriture, on ne parle pas de Palestine mais on utilise « *Eretz* », ce mot qui figure au premier verset du premier chapitre de la Genèse et qui désigne, par opposition au ciel, la terre qui, avec le ciel, est le produit du premier acte créateur de la Divinité, et on lui accole « *Israel* » : « *Eretz Israël* », la terre d'Israël. Pour dire « immigration », on emploie le mot *aliya*, qui désigne originellement la montée à la Torah ou le pèlerinage en Terre sainte. D'autres mots s'ajoutent à ceux-là, sacralisant cette terre sur laquelle des Juifs auraient vécu de tout temps ou seraient au moins de tout temps venus mourir. Le sionisme s'enracine par l'intermédiaire de la Bible et de tout un héritage *religieux* dans une terre sur laquelle est finalement fondé le nouvel État, qui lui aussi, après la Shoah, incarne dans les imaginaires meurtris une véritable rédemption, laquelle n'est pas moins religieuse.

Pourtant, parce que jusque dans leur projet national ils ne s'émancipent jamais totalement du poids du religieux, les Juifs ne doivent-ils pas être tenus pour un peuple mais seulement pour les adeptes d'une religion ? S'ils ne répondent pas aux critères de définition ordinairement admis d'un « peuple », tel qu'il s'est surtout concep-

tualisé à l'ère moderne, encore moins à ceux de « nation », tant cette notion paraît anachronique lorsqu'elle est mise en regard de la manière dont les Juifs médiévaux s'autodéfinissaient, il semble néanmoins difficile d'affirmer d'une façon catégorique qu'ils n'ont d'identité que religieuse ou « confessionnelle ». Les perceptions qu'ils ont d'eux-mêmes sont nombreuses et leurs caractéristiques culturelles varient grandement d'une région à l'autre, tellement ils sont influencés par les milieux ethnico-culturels et religieux très différents dans lesquels ils évoluent. Cette diversité n'est pas contradictoire avec le partage d'un fonds commun religieux, ni avec la circulation d'idées, de manuscrits, de livres, etc., le tout se traduisant par des comportements et des coutumes excédant, voire enfreinant, les limites du corpus religieux à proprement parler. Quoi de commun entre un Juif de Fès et un Juif de Venise ou de Cracovie ? En tout cas, il n'y a pas que le religieux.

Sans doute les Juifs, ainsi que tente de le démontrer Shlomo Sand, à l'instar de toutes les collectivités qui ont un jour prétendu au statut de « peuple », sont-ils le produit de la rencontre et de l'absorption de populations d'origines multiples. Reste qu'au Moyen Âge, période que l'auteur aborde succinctement, on retrouve chez eux des caractéristiques dénotant qu'ils ont une vision d'eux-mêmes ne se réduisant pas à la simple religion. Aussi bien leur mode d'organisation communautaire en Diaspora, leur enracinement dans les terres dites d'exil, le basculement du monde juif de l'Est vers l'Ouest et la formation de nouveaux pôles prestigieux, tel celui qui germe en terre ibérique, tout concourt à la cristallisation de « régionalismes » juifs de plus en plus visibles et parfois en compétition ouverte. Les distinctions culturelles, qui voient le jour entre monde sépharade ibérique, monde ashké-

naze, monde juif ottoman, monde juif maghrébin, ne gommement pourtant pas la conscience d'appartenir à un groupe.

La religion est, certes, au centre de cette conscience, mais, elle aussi, dans ses pratiques, ses usages, ses traditions concrètes, trahit l'impact de ces régionalismes. Dans le même temps, les Juifs s'approprient les langues de prestige des cultures non juives dominantes, tel l'arabe en terre d'islam, tout en continuant à alimenter les judéo-langues, langues vernaculaires, comme le yiddish, le judéo-arabe, le judéo-persan, le judéo-espagnol, etc. Ils s'érigent en passeurs des grands textes philosophiques et scientifiques de l'Antiquité, par le biais de la traduction, et c'est finalement en hébreu, ultime langue d'accueil de cet héritage, que les Juifs de tous horizons pourront y avoir accès. Dans ce long Moyen Âge juif, qui court jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, se mettent en place des sociétés d'entraide pour les Juifs de Terre sainte ; leurs émissaires relient les différents segments du monde juif et colportent les informations. Les bouleversements, les expulsions et les nouveaux exils de ce long Moyen Âge transfèrent des groupes entiers de l'ouest vers l'est et vers le sud ; les grands textes suivent ces déplacements pour entrer dans le patrimoine de groupes juifs qui jusque-là ne les connaissaient pas.

Si les idées prennent les nouveaux chemins de l'exil, les migrations amènent parfois des Juifs ou des Juifs convertis au christianisme, fuyant la persécution, dans des contrées qui n'avaient encore jamais abrité des communautés juives, tels les Pays-Bas accueillant les anciens marranes. Les grands blocs d'antan se fissurent, ainsi avec le passage massif des Juifs de l'Espagne et du Portugal chrétien dans les Balkans sous domination musulmane. Le basculement du commerce international de la Méditerranée vers l'Atlan-

Esther Benbassa  
Plus qu'une religion,  
moins qu'un peuple ?

tique conduit son lot de Juifs dans les nouvelles colonies. Ce commerce et les réseaux bancaires tenus par des Juifs – mais pas seulement – créent un espace avec de moins en moins de frontières entre les ressortissants de différentes communautés, allant de l'Espagne jusqu'à l'Extrême-Orient et jusqu'au Nouveau Monde. Ce qui provoque également la dissémination des courants de pensée et des schismes, tel le sabbatéisme, cette vague messianique qui, au <sup>xviii</sup> siècle, part de l'Empire ottoman pour atteindre l'Est et l'Ouest. Il ne se contente d'ailleurs pas d'être un accès de fièvre religieuse, mais il introduit des ruptures et des changements dans les mentalités.

Parallèlement, la nostalgie de Jérusalem est dans certaines aires culturelles occultée par la nostalgie de pays abandonnés plus récemment, d'où les Juifs avaient été expulsés, induisant la préservation coûte que coûte des savoirs importés dans les nouveaux lieux d'implantation. En monde sépharade des Balkans, la « séphardité » des Juifs était au moins aussi importante pour eux que leur identité religieuse juive.

Les Lumières juives (*Haskala*) naissent dans ce champ en ébullition et presque sans frontières, puisque ce mouvement partant de l'Allemagne se déploie jusqu'en Europe de l'Est, dans les Balkans, puis en Afrique du Nord. Les nationalismes juifs se ressource dans ce contexte et prennent les mêmes chemins pour s'y enraciner et aider à la modernisation des judaïcités. Ils passent par les journaux qu'avaient fondés les adeptes de la *Haskala* (les *maskilim*), et nombre de futurs nationalistes juifs, puis sionistes furent aussi, surtout en Europe orientale, des hommes issus de ces Lumières juives. On ne peut pas comprendre leur influence si l'on s'en tient à une définition strictement religieuse de l'être juif, et même si cette définition joua effective-

ment un rôle très important dans la représentation de soi.

L'histoire des Juifs s'écrit dans les larmes au <sup>xix</sup> siècle. Les tenants juifs de l'historiographie moderne positiviste créent un passé juif, tissé de malheurs, nécessaire pour jeter les fondations du futur peuple. La souffrance millénaire devrait désormais souder le groupe et s'ériger en fonds commun. Shlomo Sand tente de démontrer, avec des arguments passés au crible des grands travaux sur la nation et le nationalisme, que le peuple juif est une « invention ». En effet, il n'y a pas de doute à cela. Mais est-on un peuple seulement si l'on se coule exactement dans le moule des concepts forgés à l'ère de la modernité ? Que les Juifs se soient perçus comme un peuple, nonobstant même une dominante religieuse rassembleuse, suffit à faire d'eux un peuple, même s'il est « imaginaire » ou « imaginé ». Que le sionisme se soit appuyé sur cette perception mi-religieuse, mi-ethnico-« nationale » est un fait. L'État d'Israël même, sans constitution, s'inclinant devant des normes religieuses, y compris pour le droit de la famille ou de la nationalité, n'est que l'illustration contemporaine de cette hésitation entre religion et nation, elle bien ancienne. Si les inventeurs de la « nation juive » étaient des laïcs convaincus, ils ont été contraints de passer des compromis avec la religion et les religieux pour que l'autodétermination sur une terre héritée de la Bible et une émigration inséparable de l'antique nostalgie de la Terre sainte puissent se lester de toute la charge de sens et d'espoir, dont ceux qui s'engageaient avaient évidemment besoin.

Shlomo Sand lui-même écrit dans son livre : « Tout grand groupe humain qui se considère comme formant un "peuple", même s'il ne l'a jamais été et que tout son passé est le résultat d'une construction entièrement imaginaire, pos-

sède le droit à l'autodétermination nationale» (p. 390). L'imaginaire et l'invention ne relèvent-ils pas du même registre? Si les Juifs se sont effectivement imaginés comme un peuple pour créer un État, pourquoi le peuple juif serait-il plus une invention ou une invention moins légitime que celle d'autres «peuples»? L'auteur a-t-il cédé aux démons de la «pureté», révoquant en doute l'existence d'un «peuple juif» au motif qu'il serait composite? Ou a-t-il simplement cédé à l'attrait de l'historiographie positiviste, pour qui les représentations n'existent pas, et pour qui seuls les «faits» sont des preuves?



En tout état de cause, ceux qui liraient ce livre seulement pour s'assurer que le peuple juif n'existe pas, voyant là le seul moyen ou le moyen ultime de légitimer la cause d'un peuple, le peuple palestinien, qui lui existerait bien, font fausse route. Le peuple palestinien est lui aussi «inventé», si on le juge à l'aune de la «pureté». Les Palestiniens se perçoivent comme un peuple, ils sont donc un peuple et, comme peuple, ils ne sont ni plus ni moins inventés que le peuple juif. De l'aveu même de Shlomo Sand, même imaginés, les «peuples» ont droit à l'autodétermination. Voici, à mon sens, le vrai message d'ouverture qu'apporte ce livre à la fois savant et foisonnant, derrière lequel se cache un humaniste authentique, un défenseur du droit des Palestiniens à avoir un État, un intellectuel israélien et juif qui ne ferait pas rougir ceux qui l'ont précédé, et qui n'ont pas sacrifié leurs idéaux sur l'autel du nationalisme.

*Esther Benbassa.*

## Denis Charbit

### *L'excès et le flou*

S'appuyant sur la percée théorique d'Eric Hobsbawm, d'Ernest Gellner et de Benedict Anderson concernant l'invention et l'imaginaire de la nation, Shlomo Sand exige de faire table rase de plus d'un siècle d'historiographie sioniste, puisque celle-ci n'a produit, selon lui, que de la mytho-histoire sinon de la pseudo-histoire. Son récit se résume à trois grandes propositions : tout d'abord, à l'instar des Hittites, des Sumériens ou des Assyriens, à l'instar des civilisations antiques, les juifs de Palestine ont disparu. Ils se sont évaporés, dissous, fondus dans leur environnement. Après la destruction du second Temple, un noyau juif a tenu bon quelque temps, a prospéré même avec la rédaction du Talmud de Jérusalem, puis s'est progressivement étiolé. Ce qu'il en restait s'est sans doute converti à l'islam lors de la conquête musulmane, de telle sorte que les Palestiniens d'aujourd'hui seraient vraisemblablement les descendants des juifs de l'époque romaine, et non les juifs de la Diaspora qui revendiquent la même ascendance.

Si les juifs d'aujourd'hui ne peuvent sérieusement se prévaloir de cette valeureuse lignée hébraïque et judéenne puisqu'il n'y a eu ni exil ni dispersion, quelles sont leurs origines authentiques? Car c'est bien une enquête de cet ordre que mène Shlomo Sand, et là aussi ses conclusions bouleversent la quiétude habituelle en déclarant que juifs ashkénazes, juifs de l'aire arabo-musulmane et juifs du Yémen sont *grosso modo* issus de peuples d'Europe, d'Afrique et d'Asie qui ont embrassé il y a des lustres la religion mosaïque. La boucle est bouclée : d'un côté, on a perdu la trace des juifs autochtones de

---

Denis Charbit, maître de conférences en sciences politiques à l'Open University d'Israël, est notamment l'auteur de *Qu'est-ce que le sionisme?* (Albin Michel, 2007). Il a récemment dirigé un ouvrage collectif sur *Les Intellectuels français et Israël* (Éd. de l'Éclat, 2009).

Judée et de Galilée après la conquête arabe ; de l'autre, des peuples européens, africains et asiatiques se sont convertis en masse au judaïsme. Enfin, apparu au <sup>xix</sup>e siècle, le sionisme s'est adressé aux rejetons de ces convertis et a inventé à leur insu le concept du « peuple juif » qu'il leur a plaqué pour faire valoir la revendication d'un État. Nous reviendrons plus loin sur cette « invention », qui constitue la troisième thèse de l'auteur. Dissociant le lien qui reliait les juifs d'aujourd'hui à leurs ancêtres de Palestine, Sand estime devoir rappeler, si on ne le savait déjà, que l'existence d'une quelconque race juive dont les juifs d'aujourd'hui seraient l'ultime avatar est une absurdité. Sand s'en réjouit, nous aussi, mais sa joie est incomplète, car il s'inquiète de voir que le mythe d'une race juive persiste encore dans le cœur des juifs, bien plus, d'ailleurs, que parmi les nations du monde qui, après la Shoah, ont définitivement congédié cette allégation mensongère. Les juifs ont-ils jamais prétendu qu'ils formaient à eux seuls une race ? L'auteur en est profondément convaincu. Qu'il nous soit permis d'en douter.

*Les juifs ne sont pas une race*

Les juifs ne se considèrent nullement comme une race, mais partagent néanmoins le sentiment d'une continuité à travers les âges, objectivement nourrie par l'exclusion dont ils ont été l'objet et par l'endogamie prônée par le judaïsme lui-même depuis plusieurs siècles. La prétention des juifs de notre temps à être les rejetons d'une lignée qui remonte à Abraham ne saurait valoir pour tous assurément. Est-ce à dire qu'elle ne vaut pour personne ? Cette marge-là, significative, entre « tous » et « personne », Sand feint de l'ignorer. Il est indéniable que dans les représentations populaires que les juifs se font de leur

généalogie le sentiment perdure que l'ancêtre commun est Abraham. Ne dit-on pas en hébreu, usuellement, « *Avraham avinou* » (Abraham, notre père) ? S'il est notre père, nous sommes donc, logiquement, ses enfants. Comme l'explique Anthony Smith, autre éminent théoricien du nationalisme, un des traits caractéristiques d'un groupe ethnique est la croyance en un ancêtre commun. Mais celle-ci n'a nul besoin d'être étayée par la science. Il s'agit d'un postulat, pas d'une proposition à démontrer scientifiquement en faisant des tests génétiques ou en établissant des arbres généalogiques. Or, il se trouve que les mêmes qui accordent foi à l'idée d'un ancêtre commun reconnaissent simultanément et avec une force de conviction identique la variété ethnographique des juifs du monde entier. Plutôt que de leur attribuer à tort l'idée d'une quelconque pureté de la race, il est plus juste de leur imputer la croyance inoffensive en une ascendance commune qu'ils savent être parfaitement contredite par la variété de types que l'on constate en Israël tous les jours sans avoir à lire une ligne d'un ouvrage de génétique !

*Le « peuple juif » ou la collusion  
des sionistes et des antisémites*

Que les juifs forment aujourd'hui un peuple, ni Shlomo Sand ni ses pairs ne le contestent. Ce consensus s'évapore aussitôt que l'on fixe le moment où une conscience juive historique s'est cristallisée : « Depuis toujours ! Depuis longtemps », s'exclament les sionistes ; « très récemment, un siècle et demi tout au plus », répond Sand. Tous admettent cependant qu'il faut attendre l'époque contemporaine pour que des juifs, sous la pression conjointe des Lumières, du romantisme, du nationalisme et de l'antisémitisme, en viennent à concevoir le projet sioniste



afin de se regrouper sous sa bannière en Palestine pour y créer un État souverain. C'est à cette fin qu'ils ont redéfini la collectivité juive à laquelle le projet était destiné : ils inventent – mais qu'inventent-ils au juste ? C'est là le nœud du débat – « la nation juive », disent les uns ; « le peuple juif », objecte Sand. Il importe, à ce stade, de revenir sur ce terme d'« invention » pour lequel Sand a une visible prédilection puisqu'il intimide et effraie à souhait ceux qui craignent pour la légitimité « authentique » d'Israël. Or, il importe de ne pas le récuser. Pour passer de la communauté juive en Diaspora à la nation juive en Israël, des processus de recomposition, de narration, d'agencement identitaire et de mythification ont été nécessaires, et les historiens y ont joué un rôle essentiel qu'il est inutile de nier. En ce sens, nous n'avons pas affaire entre historiens à une réédition de la querelle des Anciens et des Modernes, les premiers convaincus de l'antiquité de la nation, tandis que les seconds mettent en évidence sa construction sociale. Les uns et les autres admettent le lien entre l'apparition du sionisme et l'ère des nationalités, et les efforts faits pour adapter la collectivité juive au modèle de la nation.

Cependant, Moses Hess et bien d'autres après lui ont beau s'être reconnus dans le modèle italien et s'identifier aux figures tutélaires de Garibaldi et Mazzini, Sand ne s'y arrête guère et cherche plutôt à souligner que les antisémites ont été les premiers à penser que les juifs constituaient un peuple. Autrement dit, plus qu'une protestation contre l'antisémitisme, il discerne dans le sionisme une parenté profonde avec lui. N'y a-t-il pas convergence de fait entre les sionistes qui souhaitent favoriser l'immigration des juifs en Palestine et les antisémites qui souscrivent volontiers à l'idée de les expédier tous à Jérusalem ? Les premiers entendant réaliser de fait le vœu des seconds, Sand suggère une conti-

nuité *ad absurdo* entre sionisme et antisémitisme sans jamais tenir compte de l'incommensurable abîme qui les sépare : l'antisémite fait de cette appartenance au peuple juif le prétexte d'une exclusion tandis que le sioniste, par cette désignation collective, ouvre la voie à son auto-émancipation et son autodétermination.

Cette hypothèse de la collusion est devenue la tarte à la crème de l'antisémitisme primaire. Or, quand bien même sionistes et antisémites auraient été d'accord pour considérer les juifs comme un peuple étranger parmi les nations au sein desquelles ils vivaient, qu'ont-ils fait, les uns et les autres, de ce rapprochement apparent ? C'est là la question, et l'historien des idées ne peut s'en désintéresser. A-t-on jamais aperçu des sionistes et des antisémites, main dans la main, assister aux mêmes meetings, participer aux mêmes défilés et signer les mêmes pétitions ? Au nom de cette prétendue « alliance objective », a-t-on jamais entendu des sionistes dans le monde revendiquer une seule fois que l'on destitue des juifs de leurs droits civiques ? A-t-on jamais vu des antisémites militer activement pour la création de l'État d'Israël ? Dans son livre *« La France aux Français »*<sup>1</sup>, Pierre Birnbaum a très bien dégagé pour la France cette curiosité d'un « sionisme antisémite » partagé, entre autres, par un Drumont et un Céline, lesquels ont vu d'un bon œil l'établissement d'un foyer national en Palestine pourvu que tous les juifs le rejoignent. Comme Sand, je note la convergence et je décèle l'ambiguïté, mais le travail scientifique ne peut s'arrêter à ces analogies : ce qui compte dans l'histoire et pour l'historien, c'est ce que les acteurs concernés en font et les conséquences opérationnelles qu'ils en tirent. Or, cette alliance

1. Sous-titré : *Histoire des haines nationalistes*, Éd. du Seuil, 1993 ; nouv. éd., 2006.



objective n'a débouché sur rien. Il y a bien une exception : « l'accord de transfert » signé par l'Allemagne nazie et le mouvement sioniste en 1933 pour régulariser l'immigration en Palestine des juifs d'Allemagne, grâce auquel des milliers de juifs ont sauvé leur peau en s'établissant en Palestine avant qu'il ne soit trop tard. Or, non seulement il y a eu un débat interne et houleux, ce qui montre la variété des réactions sionistes au sein du *yichouv*, mais de plus l'accord en question ne relève d'aucune parenté idéologique, il relève du sauve-qui-peut par tous les moyens, y compris par un compromis qu'un sioniste pouvait aussi bien disqualifier comme une compromission insupportable.

Même lorsque des juifs se sont résolus à se fixer en Palestine, la haine inextinguible qui anime l'antisémite l'a emporté sur la logique qui aurait dû le conduire à soutenir Israël. Et inversement, ce sont les démocraties libérales qui détenaient pourtant leur propre solution civique de la question juive – l'émancipation individuelle – qui ont soutenu la création de l'État d'Israël et volé à son secours.

### *Communauté de foi ou nation ?*

Si les juifs ne sont un peuple que depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'étaient-ils donc auparavant ? Shlomo Sand répond clairement : une communauté de foi. On ne saurait le contredire sur ce point. Mais n'étaient-ils que cela ? Une fois de plus, la controverse porte sur cette marge-là, entre une définition exclusive et « en bloc » et une conceptualisation plus sensible à la complexité et à la nuance.

Soit l'injonction impérative du comte Stanislas de Clermont-Tonnerre passée à la postérité : « Il faut refuser tout aux juifs comme nation, et accorder tout aux juifs comme individus. » Le

député de la Constituante n'ignore pas que les juifs se distinguent par des rites et des dogmes de nature religieuse, mais il ne retient pas ce caractère qui les aurait logés à la même enseigne que les protestants pour lesquels l'intégration dans la nation française n'a pas exigé une mise en garde du même ordre. Mieux encore, il ne se contente pas du mot « peuple » pour les nommer, mais emploie celui de « nation ». Si l'on suivait Sand, Clermont-Tonnerre aurait fait là un anachronisme : le peuple juif n'a pas encore été inventé, et voilà que les juifs du royaume forment déjà une « nation ». En contrepartie des droits civiques et de l'intégration dans la nation française, voilà ce qui leur est proposé : puisqu'ils sont également une communauté de foi, veiller à n'être que cela et rien de plus. C'est ce « plus » – là que Sand nie ou ignore et que ses adversaires estiment devoir désigner du nom de « peuple ».

Comment conceptualiser cette dimension supplémentaire irréductible à la foi ? Communautarisme ? Sentiment proto-national ? Où placer le curseur ? À un bout de ce continuum se situe le concept de « communauté de foi » ; à l'autre extrémité, celui de « peuple ». Quand bien même ces deux définitions résultent d'une recherche scientifique valide, elles se distinguent des autres par leur implication politique immédiate : en appliquant le concept de « peuple » à la collectivité juive, il devient possible de légitimer par l'Histoire la création d'un État juif, tandis que sur la base de la « communauté de foi » cette légitimité se trouve pulvérisée dans la mesure où une confession religieuse n'est pas un critère admissible pour justifier l'organisation d'une collectivité en État. On voit bien que l'enjeu de la définition dépasse largement le souci scientifique de nommer correctement les groupes sociaux : dites « peuple juif » et l'État d'Israël tient debout ; dites « communauté de foi » et sa légitimité s'écroule.

*La dimension nationale  
de la conversion au judaïsme*

Sand s'indigne de cette exception dans l'histoire qu'est pour lui cette communauté de foi procédant de conversions massives et parvenue à se redéfinir à la face du monde comme peuple. Plutôt que de vitupérer contre cette anomalie du peuple juif créé à partir d'un noyau religieux, il eût été plus pertinent que l'intellectuel Shlomo Sand s'adresse à l'historien qu'il est et lui demande pourquoi cette étrange mutation de religion en peuple ou nation est la seule à avoir réussi. À cette question décisive je ne vois que deux grandes réponses possibles : la première, adoptée par Sand, consiste à affirmer qu'une telle mutation a marché à cause d'une pléiade d'historiens qui s'y sont pris habilement pour que juifs et non-juifs avalent cette énormité, assujettissant, pour y parvenir, l'Histoire réelle à leur fantaisie démiurgique. Le vice majeur de cette théorie, c'est qu'elle reproduit, dans ses grandes lignes, la thèse du complot dont il convient, en général, de se méfier, en particulier quand on l'impute aux juifs.

Pour expliquer l'inexplicable par une autre théorie, suggérons l'hypothèse suivante : si une communauté religieuse s'est reconstituée en peuple, c'est peut-être qu'elle n'était pas réductible à une stricte définition religieuse ; c'est que la notion de « communauté de foi » est trop restrictive et ne recouvre pas la perception intégrale que les juifs avaient d'eux-mêmes<sup>2</sup>. Cela ne signifie pas que cette métamorphose était déterministe et prévisible, mais que, une fois engagée, elle pouvait aboutir. Autrement dit, la communauté de foi présentait des aspects qui rendaient cette évolution possible et que le mot « peuple » traduit assez bien.

On peut regretter que Sand n'ait pas poussé plus loin la lecture de l'étude d'Arthur Koestler

sur la conversion des Khazars au judaïsme. Moins d'une page seulement après la citation qu'il en donne dans son livre, Koestler en tire une conclusion que Sand se garde bien de reprendre à son compte car elle infirme toute sa thèse de l'invention du peuple juif : « La religion israélite (à la différence du christianisme, de l'islam, du bouddhisme) suppose l'appartenance à une nation historique, à un peuple élu. Toutes les fêtes commémorent des événements de l'histoire nationale : la sortie d'Égypte, la révolte des Maccabées, la mort de l'opresseur Aman, la destruction du Temple. L'Ancien Testament est avant tout un livre d'histoire nationale. [...] Elle [la religion israélite] a fait des juifs de la diaspora une *pseudo-nation* dépourvue de tous les attributs et privilèges de la nationalité<sup>3</sup>. » Et si l'on ajoute à cet ensemble déjà solide l'identification à la terre d'Israël, qui avait, en Diaspora, le statut de terre patrie en dehors de laquelle un juif se considérait en exil permanent, on mesure mieux le saut facile à accomplir pour passer de la notion de « communauté de foi » à celle de « peuple ». Koestler n'était pas sioniste, mais ne s'interdisait nullement de regarder le judaïsme indépendamment de ses convictions militantes. À l'aune de cette définition, apportée par Koestler, on mesure mieux ce que fut le projet sioniste : rétablir les attributs et privilèges de la nationalité ; autrement dit, supprimer le préfixe pour permettre à cette *pseudo-nation* d'être une nation à part entière. Sans nier la rupture qu'introduit le sionisme dans la condition juive, on comprend pourquoi une telle révolution était de l'ordre du possible. Le sionisme, dès lors, ne relève ni du miracle ni de la prescience magique

2. Voir Alain Dieckhoff, *L'Invention d'une nation*, Gallimard, « Essais », 1988.

3. Arthur Koestler, *La Treizième Tribu. L'Empire khazar et son héritage*, Calmann-Lévy, 1976, pp. 280-281.

de quelques démiurges, mais d'une histoire ordinaire.

Un autre élément échappe curieusement à la sagacité de Shlomo Sand. Il ne se penche guère, en effet, sur le principe de transmission du judaïsme. Celui-ci repose, comme on sait, sur la filiation matrilineaire sélective (puisque seule la mère transmet l'appartenance confessionnelle, et non le père). N'est-il pas étrange que pour décréter qui en est membre, le critère retenu soit complètement indépendant de la foi mais repose sur la filiation ? N'y a-t-il pas dans ce critère quelque chose qui apparente le judaïsme à un peuple, sinon une nation ?

Foncièrement et pour l'essentiel, est Français celui ou celle dont la mère et/ou le père est français, comme est juif celui ou celle dont la mère (mais non le père) est juif. On voit bien cependant où cette ressemblance entre judaïsme et nation (française) s'arrête : lorsqu'il s'agit d'y intégrer un nouveau venu. La nation introduit des individus dans le corps national avec une procédure qui n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec une conversion. Un étranger qui souhaite devenir français n'est nullement prié de changer de religion. Soit il est né sur le territoire français et bénéficie alors de la nationalité française en vertu du droit du sol ; soit, s'il n'y est pas né, il doit, pour l'obtenir, accomplir un processus que l'on appelle la « naturalisation ». Or, voilà qu'à bien des égards la conversion religieuse, qui est le creuset exclusif par lequel on devient juif lorsque l'on n'est pas né tel, s'avère ne pas être si éloignée, somme toute, de la naturalisation. La conversion au judaïsme signifie plus que le passage individuel d'une communauté de foi à une autre. Il est déclaré que le converti n'est ni plus ni moins que le fils d'Abraham. S'il n'échappe à personne, ni à lui ni à ceux qui assurent la conversion, que son père biologique n'est pas

Abraham, voilà que par cette conversion, il est doté d'un père symbolique qui est à l'origine du peuple juif. Du point de vue de la vérité historique, il y a bien ici une fiction à laquelle tout le monde consent, mais cette fiction a un sens capital : elle atteste qu'en se convertissant au judaïsme Khazars, Berbères et autres, individuellement ou collectivement, n'ont pas seulement embrassé un autre culte et un autre Dieu ; ils pénètrent dans une communauté de foi avec ses rites, son temps, ses fêtes et ses livres sacrés ; ils entrent, du même coup, dans une collectivité, dans une généalogie, dans une filiation – celle du peuple d'Israël ; ils épousent sa mémoire, son histoire, ses péripéties présentes et son avenir et, dès lors, ils ne sont plus ni khazars, ni berbères, mais juifs, ce qui implique l'oubli des origines antérieures<sup>4</sup>. Or, il m'apparaît que ces mots, par lesquels un converti se déclare fils d'Abraham en dépit du caractère fictif de la chose, sont identiques, ou presque, à cet article de foi que des milliers d'étrangers ont prononcé – et moi parmi eux lorsque je répétais avec conviction sur les bancs de l'école primaire de la rue Paul-Baudry à Paris ce sésame-ouvre-toi de la nation française : « nos ancêtres les Gaulois ». Oh, certes, né en Algérie, je savais bien que mes ancêtres ne l'étaient pas, mais je n'aurais pas aimé qu'un historien français – appelons-le Georges Sand, et qu'on me pardonne le mauvais jeu de mots – vienne contester ainsi mon appartenance à un peuple au nom d'une vérité biologique puisqu'il y a effectivement parmi les Français un grand nombre de naturalisés qui, eux non plus, ne peuvent prétendre l'être de sang ou de souche.

4. Abraham est considéré comme le premier converti tandis qu'on trouve dans le livre de Ruth la formule même du sens de la conversion : « Ton peuple est mon peuple et ton Dieu est mon Dieu » (Ruth, 1, 16).

Cette ouverture de la nation à autrui que Sand vénère (à juste titre) dans la nation française, voilà qu'il la retourne contre le sionisme. Avec le sang qui leur coule dans les veines, ces Khazars de religion juive eussent été plus inspirés d'aller créer leur État sur la Volga, n'est-ce pas ? Ils ne l'ont pas fait. Cette option n'a pas été un échec, elle ne leur est même pas venue à l'esprit. Pourquoi ? Telle est la question que Sand aurait dû méditer.

*La vérité sur les manuels scolaires*

Qu'en est-il des manuels scolaires ? Dans sa réponse à Éric Marty publiée dans *Le Monde*, Shlomo Sand écrivait qu'il « apparaît dans tout manuel d'histoire en Israël, mais également en Europe, que le peuple juif a été exilé de sa patrie au 1<sup>er</sup> siècle après Jésus-Christ, à la suite de la destruction du Temple ». On comprend parfaitement que dans une chronique de quatre cents mots, Sand n'ait pas cru bon d'en citer au moins un. Il est plus étrange qu'il se soit abstenu de le faire dans un livre de quatre cents pages. Je me suis contenté de vérifier le dernier en date, distribué dans les écoles publiques, et qui fait référence. Voici, *in extenso*, le paragraphe décrivant les effets de l'échec de la révolte juive contre les Romains : « À la suite de la révolte, beaucoup de juifs ont été tués. Nous ne disposons pas d'information fiable quant au nombre des disparus. Selon Flavius Josèphe, un million de personnes ont été abattues durant les hostilités. Selon la version de l'historien romain Tacite, le chiffre s'élève à six cent mille environ. Les spécialistes estiment que ces données sont exagérées ; mais ils n'ont pas le moindre doute sur le fait que le nombre de victimes fut élevé. Certains ont disparu au cours de la lutte fratricide à Jérusalem, les autres dans la lutte contre Rome. De

plus, un grand nombre de juifs ont été vendus comme esclaves pour servir de gladiateurs dans les jeux publics à Rome. *Et cependant, Rome n'a pas exilé les juifs hors de la terre d'Israël.* [Je souligne.]

« Malgré les lourdes pertes, les juifs ont continué d'être la majorité du pays même après la destruction du second Temple et surtout dans les régions considérées comme juives. Il convient de noter que, durant la répression de la Grande Révolte, les Romains n'ont pas touché les villes qui ne s'étaient pas rebellées. Ce fut le cas des cités de Galilée qui s'étaient soumises à Rome. À Jérusalem, en revanche, et dans les régions limitrophes, on a enregistré de lourdes pertes et une grande destruction<sup>5</sup>. »

La description est, on le voit, sobre et retenue. La vérité historique sur les juifs qui s'avèrent ne pas avoir été chassés en exil est rapportée sans tambour ni trompette, sans parole de contrition non plus pour expier la version d'antan.

Les manuels scolaires sont-ils donc bien cet instrument de propagande que Shlomo Sand dénonce ? Il va de soi qu'un seul exemple est insuffisant. Je lui concéderai même le fait que l'enseignement de l'histoire juive à l'école, surtout dans les petites classes, répond d'abord à une volonté de socialisation nationale et de formation identitaire des jeunes Israéliens. Ce n'est que plus tard que cette mission cède, en partie, la place au souhait de former les élèves à la connaissance critique du passé. Cependant, autant qu'une affaire de classe d'âge, cette tentation de l'endoctrinement – que je nie d'autant moins que ce pays continue d'être en guerre, ce qui prédispose peu, on en conviendra, au

5. Ktsia Avieli-Tavivian, *Voyages dans le temps : de l'État du Temple au peuple du Livre* (en hébreu), Tel-Aviv, Matak, Centre de technologie éducative, 2008, p. 87.

triomphe d'une pédagogie critique – me paraît nettement plus sensible dans les cérémonies de commémoration et les excursions qui ponctuent la vie scolaire israélienne que dans le cours d'histoire hebdomadaire. Bref, les manuels ne sont pas ce que Sand nous raconte; les professeurs ne méritent guère le mépris et l'opprobre; et enfin la jeunesse israélienne – lorsqu'elle consent à s'intéresser à l'Histoire, ce qui n'est pas toujours acquis – peut se monter aussi bien dubitative et cynique que crédule et conformiste.

*La finalité sous-jacente de la thèse*

Rassemblées en un seul faisceau, toutes ces thèses s'emboîtent les unes dans les autres pour invalider le droit des juifs à retourner à Sion. Le fait que des Khazars se soient un beau jour tournés vers Jérusalem pour des raisons de culte ne suffit pas à valider moralement l'aspiration de leurs descendants à y établir leur État souverain. Si les sionistes ne sont que des enfants de peuplades européennes ou berbères converties, que diable allaient-ils faire en Israël ou, plus exactement, en Palestine? Le sionisme n'est plus, dès lors, un retour légitime, mais un départ injustifié vers une destination étrangère effectuée aux dépens de l'autochtone. Un crime qu'ont subi – ô ironie du sort – les seuls vrais et authentiques descendants des Hébreux, mais qui ne le savaient pas.

Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour deviner que l'ouvrage, dès lors, susciterait le délire ou le dégoût et vaudrait à son auteur la gloire ou l'anathème. C'est que le débat historique est phagocyté par le débat politique. Les uns nieront l'importance numérique des conversions collectives que Sand surestime et porte au pinacle. Shlomo Sand peut bien reprocher à l'historiographie sioniste d'annexer l'histoire au

service de sa cause, il ne fait pas autre chose. Les premiers s'efforçaient de dévoiler le substrat historique de la revendication sioniste. Sand prétend que le substrat est vide et que la requête repose sur du vide.

Cette délégitimation d'une des deux parties du conflit par l'Histoire n'est pas neuve. Au début des années 1980, une historienne américaine, Joan Peters, expliquait à grand renfort de statistiques que les Arabes de Palestine étaient, pour la plupart, non des autochtones enracinés depuis des siècles sinon des millénaires, mais ni plus ni moins que des travailleurs immigrés prompts à émigrer en Palestine mandataire du fait de la croissance économique du *yichouv* dans l'entre-deux-guerres<sup>6</sup>. Il y a toujours un fond de vérité dans ce genre d'hypothèse, mais comme le propos est militant, le doute s'installe bien vite. Pour en revenir au livre de Shlomo Sand, qu'il y ait eu des conversions, tout le monde en convient et nul n'y contredit. Mais il faut pousser la thèse à l'extrême et faire dans l'excès pour mettre le feu aux poudres. Puisque c'est l'arme secrète qui prétend ruiner le socle du sionisme, il importe de ne pas tomber dans le piège. S'indigner de la thèse d'une conversion massive, c'est avouer que l'on tient à l'idée d'un sang commun; l'admettre en bloc, c'est souscrire à la thèse problématique d'une collectivité religieuse qui s'est muée en nation. On préférera, pour notre part, ne pas interroger les origines. Laissons les ennemis jurés d'Israël fouiller dans les fichiers juifs pour disqualifier la légitimité de l'État juif en Palestine. Ainsi, les antisionistes qui font flèche de tout bois détiennent-ils enfin avec Shlomo Sand leur Joan Peters. Seulement

6. Joan Peters, *From Time Immemorial – The Origins of the Arab-Jewish Conflict Over Palestine*, New York, Harper and Row, 1984.

voilà, on ne sortira jamais du conflit si les historiens, tels Sand et Peters, sous couvert de découvertes scientifiques extraordinaires, persistent à décréter qu'il y a un peuple de trop sur cette terre, ou – ce qui n'est guère mieux – qu'un des deux y a sa place tandis que l'autre s'y trouve par erreur ou par accident, soit parce que ces prétendus Palestiniens sont des immigrés de fraîche date, soit parce que ces prétendus juifs issus d'Abraham sont des rejetons de peuples convertis.

Le propos de Sand n'est pas de contester l'existence d'Israël, mais de réduire à néant sa prétention à une légitimité *préalable* de quelque nature que ce soit. Ni la terre d'Israël, ni la Bible, ni l'histoire ancienne, ni l'histoire récente, ni la Shoah, ni la déclaration Balfour, ni le plan de partage, ni le principe de « la terre appartient à ceux qui la travaillent », ni, enfin, le peuple juif ne peuvent être invoqués pour justifier politiquement et moralement l'État d'Israël. Seule une transformation de fond en comble de sa définition, de son caractère et de ses pratiques est susceptible de lui fournir la seule et unique justification conditionnelle qu'il peut encore envisager : une légitimité *a posteriori*.

#### *Ethnos et demos*

Si Shlomo Sand s'en prend avec tant d'acrimonie à cette notion de « peuple juif », c'est qu'il voit, plus d'un siècle après son invention, les relents de particularisme, de chauvinisme et d'exclusion qu'elle engendre et entretient. Loin de nous l'idée de nier l'ethnocentrisme ambiant qui règne en Israël. Fort heureusement, ce n'est pas le seul climat que l'on respire ici. Mais plutôt que d'attribuer cette fâcheuse dérive à la corporation historienne, comme le fait Sand, il importe, pour expliquer le poids de l'*ethnos* au

détriment du *demos*, de rétablir la part qui revient au contexte totalement absent chez Sand : ni la Shoah ni le conflit israélo-arabe ne sont présents dans le livre, même en toile de fond. Or toute réflexion sur l'état de la société israélienne ne peut en faire abstraction. Si en Europe occidentale l'*ethnos* a été rattrapé et liquidé par le *demos*, c'est qu'il y a plus d'un demi-siècle déjà qu'elle n'a pas connu la guerre. Israël a beau être une puissance militaire et même nucléaire, ce que les Judéo-Israéliens (comme Sand les appelle) éprouvent, c'est leur fragilité. Soixante ans de contestation et de négation ne peuvent pas ne pas avoir laissé de traces. Les Judéo-Israéliens sont bien les seuls sur cette planète à se demander si dans vingt ans ils seront encore là. Il est facile d'ironiser sur la psychologie collective israélienne, de n'y voir que de la paranoïa, de n'y percevoir qu'instrumentalisation et manipulation de la mémoire et de la peur à des fins politiques ; il est plus difficile d'accompagner ceux qui en souffrent pour les ramener à une perception moins angoissée de leur existence collective.

Il faut faire de même avec les Palestiniens : ils redoutent un second « transfert », s'inquiètent de ne pas avoir d'État et sont enclins à voir dans tout ce qui est juif, sioniste et israélien la répétition de la geste coloniale. Sensible pourtant, comme Shlomo Sand, à une pédagogie de la coexistence pour préparer les esprits à la paix, je ne suis pas de ceux qui pensent que l'on y parviendra en apportant la bonne nouvelle aux juifs d'Israël (et au monde entier si les premiers la rejettent) en vertu de laquelle le peuple juif n'existe pas ou n'est tout au plus qu'une invention récente, de même que je n'ai jamais cru qu'en répétant, après Golda Meir, que les Palestiniens n'existaient pas on travaillait à la réconciliation entre les peuples.



Si ce processus de dépassement de l'*ethnos* par le *demos* est bloqué, ce n'est pas à cause du rôle infâme des historiens sionistes, ni même à cause des manuels scolaires, de la télévision et autres appareils idéologiques d'État. C'est qu'il y a un conflit de longue durée qui exacerbe et aiguise les consciences, avec ou sans manuels. C'est le conflit qui entretient la culture de guerre autant que la culture de guerre entretient le conflit. En ce sens, le traité de paix israélo-palestinien, lorsqu'il sera signé et respecté par les deux parties, sera le meilleur manuel d'histoire à distribuer aux élèves. La paix établie, la nation ethnique juive, sans disparaître nécessairement, n'entravera plus la marche de la nation civique israélienne.

Je suis frappé de constater que Shlomo Sand n'est pas sensible à ce qu'il y a de profondément républicain et inclusif dans le projet sioniste puisqu'il a bien fallu créer une nation à partir de communautés juives rassemblées après deux mille ans de dispersion, avec leur culture, leurs mœurs et leur *ethos* spécifique. L'effort fut aussi audacieux sinon plus que celui qui a consisté à faire la nation française avec des Bretons, des Picards, des Corses, des Basques et des Bourguignons. La tâche n'est pas terminée, et la fabrique de la nation judéo-israélienne se poursuit aujourd'hui, « comme un plébiscite de tous les jours ». Je sais bien que ce projet judéo-républicain est, comme tel, imparfait et inachevé tant que les Palestino-Israéliens n'en sont pas partie prenante. Le vrai défi, il va sans dire, est de rédiger avec eux un nouveau contrat social. Pour y parvenir, il serait bon que le volet du conflit israélo-palestinien soit clos et qu'une constitution soit établie. Ce n'est pas demain la veille, mais le pire n'est pas toujours sûr, et l'histoire peut connaître, ici aussi, une brusque accélération. Mais l'opinion est la pièce maîtresse. À

cette fin, il faut rapprocher plutôt que provoquer, réformer plutôt que révolutionner, viser des objectifs de proximité plutôt que commencer par la fin, exposer les uns et les autres à l'idée que le prochain juif n'est pas un artifice inventé de toutes pièces, pas plus que le prochain palestinien n'est un monstre. Cela demande de la patience et de la confiance, le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté.

On constate aujourd'hui un soutien de plus en plus explicite pour la thèse de l'État binational. Je revendique comme Israélien ma part de responsabilité dans la fortune du slogan : l'occupation des Territoires dure depuis trop longtemps pour ne pas inspirer ces fantasmes-là. Mais nos responsabilités, si écrasantes soient-elles, ne doivent pas nous engager à consentir, pour expier nos fautes passées, à des utopies meurtrières. D'où l'urgence de faire la paix. La paix maintenant. Avant qu'il ne soit trop tard.

### *Sur le peuple élu*

Je reste un sioniste inquiet, tandis que Shlomo Sand, désespéré du sionisme, renonce à discerner, à distinguer, à séparer le bon grain de l'ivraie. Question de tempérament, sans doute. Mais il y a plus grave : soucieux de déterminer la cause profonde des errements d'Israël, voilà qu'il pointe la notion de « peuple élu ». Fierté compensatrice et réconfortante dans les conditions de la Diaspora, l'élection deviendrait, dans les conditions nouvelles de la puissance qu'offre l'État souverain, l'équivalent de la « race des seigneurs ». Si une mise en garde est toujours salutaire, une affirmation péremptoire est fautive et dangereuse. Fausse, car, essence pour essence, les sionistes conféraient au peuple juif une double vocation, hybride et contradictoire, mais non exclusive : devenir un « peuple comme les autres »

et rester « une lumière pour les nations », aspirer à la normalisation et préserver l'exception. Outre qu'il tombe dans le piège de l'essentialisation dont il se croyait préservé, voilà que Sand appelle « la société judéo-israélienne » à « se débarrasser » de l'« image ancrée » qu'elle porte en elle « de “peuple élu” ». Et quelle tendance cette essence de l'élection engendre-t-elle chez les juifs ? Celle de « se glorifier et d'exclure l'autre » (p. 432). Lisez bien : les juifs en Israël excluent les Palestiniens non à cause des intérêts qui les opposent, mais parce que la conscience de l'élection interprétée comme une supériorité agit toujours. Je ne doute pas que l'on doit en trouver qui pensent que l'élection donne tous les droits ; j'en connais tout autant qui pensent qu'elle ne donne que des devoirs ; j'en connais surtout qui n'en ont cure. Qu'il faille critiquer sans relâche l'ethnocentrisme dans ses effets politiques pernicieux, j'y souscris et je serai toujours militant de cette cause-là ; décréter que le peuple juif est inventé passe encore, mais affirmer que cette élection est à l'origine de tous les faits et méfaits d'Israël c'est établir, du même coup, la continuité historique de cette essence du peuple juif depuis les temps bibliques jusqu'à nos jours. Cette notion de « peuple élu » aurait-elle été si bien intégrée par les descendants des Khazars et Berbères convertis ?



Le livre de Shlomo Sand s'achève sur cette dénonciation du mythe du « peuple élu » auquel les juifs se raccrochent afin « de se glorifier et d'exclure l'autre ». C'est là, à la dernière page, son dernier mot, et j'entends y revenir plutôt que de livrer une conclusion générale. Cette imputation collective est dangereuse. Le 22 novembre 1967, de Gaulle disait des juifs

qu'ils étaient « un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ». Souvenez-vous du tollé d'alors ; aujourd'hui, une phrase analogue et moins bien frappée ne suscite aucun bruit.

Si je peux, en guise d'épilogue, former un vœu, c'est que le lecteur qui serait convaincu par les thèses du livre reste au moins sourd à son ultime propos. Et si je devais en former un second, c'est d'espérer que l'auteur renonce à reproduire cette phrase assassine lors de l'édition de poche qui ne manquera pas de paraître bientôt.

*Denis Charbit.*

## Maurice-Ruben Hayoun

### *Réflexions sur l'identité juive*

#### *Remarques préliminaires*

L'aspect autobiographique qui constitue l'arrière-plan de cet ouvrage figure dans les toutes premières pages : « Comme on l'aura compris, le professeur d'histoire de Larissa était aussi celui qui enseignait l'hébreu à Gisèle, à Paris. Dans sa jeunesse, il avait été l'ami de Mahmoud, le technicien d'ascenseurs, mais aussi de l'autre Mahmoud, appelé à devenir le poète national palestinien. Il était aussi le gendre de Bernardo, l'anarchiste de Barcelone, et le fils de Cholek, le communiste de Lodz. Il est l'auteur de ce récit dérangent, entrepris, entre autres raisons, pour tenter de clarifier la logique historique générale à laquelle pourrait s'adosser le récit de l'histoire individuelle » (p. 25).

Dans cette citation, tout est dit. Les raisons

---

Maurice-Ruben Hayoun est professeur de philosophie à l'université de Genève. Il est notamment l'auteur de *Les Lumières de Cordoue à Berlin. Une histoire intellectuelle du judaïsme* (J.-Cl. Lattès, 2 vol., 1996-1998 ; rééd., Pocket-Agora, 2008) et de *Petite histoire de la philosophie juive* (Ellipses, 2008). Il a récemment publié *Renan, la Bible et les Juifs* (Arléa, 2008).

qui ont poussé l'auteur à écrire ce qu'il a écrit. Un peu plus loin, dans la même page, il revient sur « des strates de souvenirs collectifs qui l'ont nourri bien avant qu'il ne devienne un chercheur diplômé ». L'auteur poursuit en reconnaissant qu'un bloc de vérités se niche parfois dans les strates les plus archaïques de son âme et qu'au fond on n'y peut rien. C'est bien vrai, mais cela présuppose qu'il existe en chaque œuvre, même à caractère historique, une part de subjectivité « inexpulsable » qui en réduit la portée scientifique. Et qui eût dû conseiller à l'auteur la modération dont il ne fait pas preuve en contestant avec une violence extrême les mythes fondateurs de l'historiographie sioniste ou simplement israélienne ; or ces structures idéelles établissent un lien direct entre la Bible et le peuple juif d'aujourd'hui. L'auteur va même jusqu'à nier cette continuité historique qu'il résume en une formule lapidaire : « de l'exil jusqu'à la Shoah ». Il prône donc une évidente discontinuité dans l'héritage du peuple juif là où l'historiographie, religieuse ou laïque, opte résolument pour une continuité presque sans faille.

Les connaissances de l'auteur de ce livre en matière de religion juive semblent parfois laisser à désirer : il aurait dû savoir que déjà dans la Mishna *Avot* on indiquait qu'il ne manque (théoriquement) aucun chaînon dans la transmission qui commence avec Moïse au Sinaï et se poursuit avec les maîtres du Talmud... C'est assurément une vue de l'esprit, mais cela s'appelle la tradition, en hébreu la chaîne traditionnelle, *shars-hérét ha-qabbala*...

Déroutons de proche en proche les conséquences des affirmations de Shlomo Sand : le peuple qui se dit juif, depuis l'exil de 70 (dont l'auteur nie l'existence), oui, tous ceux qui se disent juifs aujourd'hui, en se considérant les descendants et les héritiers des anciens Hébreux

ou Judéens, assument une identité qui n'est pas la leur... C'est tout de même un peu triste à lire... D'ailleurs, un peu plus loin dans son livre, lu avec l'attention que l'on devine, Sand dit ne pas comprendre que l'on accorde aux Juifs du monde entier (par la loi du retour) le droit de s'établir à tout moment sur la terre d'Israël, bien qu'ils n'aient pas de lien direct avec « Eretz Israël » (que l'auteur met toujours entre guillemets), tandis que de « pauvres citoyens arabes », pourtant nés sur cette même terre, sont privés de cette prérogative... En d'autres termes, l'État d'Israël se voit contester le droit d'être un État juif. De même, d'ailleurs, que l'histoire juive n'aurait pas, selon notre auteur, le droit de se constituer en discipline scientifique spécifique mais devrait se fondre sagement dans le giron de l'Histoire générale... En fait, si Heinrich Grätz, le père de l'historiographie juive moderne, a écrit vers 1845 un texte intitulé *La Construction de l'histoire juive*, Sand propose, quant à lui, un essai sur sa déconstruction systématique<sup>1</sup>...

### *Une mythologie ?*

C'est dans le chapitre II, éloquentement intitulé « Mythistoire » (pour bien montrer les doutes qu'il nourrit au sujet de la continuité de l'histoire juive), que l'auteur dévoile pleinement le fond de sa pensée : c'est un mythe, selon lui, que de croire à une continuité entre le vieil hébraïsme et le peuple juif... C'est déjà visible par la mise de deux citations *en exergue*, l'une de Baruch Spinoza (1670 : c'est « un autre écrivain, posté-

1. *La Construction de l'histoire*, suivi de *Gnosticisme et judaïsme*, traduit de l'allemand avec une introduction, des notes et une bibliographie par Maurice-Ruben Hayoun (Cerf, 1991). Les onze volumes de *l'Histoire des Juifs* de Grätz existent en version française. Ses Mémoires et ses journaux intimes ont été édités à Tübingen chez Mohr par Michael Reuven.

rieur à Moïse de plusieurs siècles», «qui a écrit le Pentateuque») et l'autre de la Déclaration d'indépendance lue par David Ben Gourion, celui-là même que l'auteur qualifie si gracieusement d'«intellectuel frustré», au motif qu'il organisait chez lui un cercle de lectures bibliques où l'on *refaisait* l'histoire (1948 : «La Terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national»). Pour l'auteur, il s'agit d'un mythe qui a la vie dure. L'idéologie nationale (qui a commencé sous la forme d'un sionisme religieux), avant de devenir sioniste laïque, établissait, quant à elle, une continuité entre les anciens Hébreux et les communautés juives de la Diaspora, par exemple celles que connaissait Spinoza...

Mais comme on le montrera plus loin, il existe bien une certaine continuité de l'existence juive dans l'Histoire. Elle ne fut pas parfaite, eu égard à l'antisémitisme viscéral de certaines cultures ou civilisations, mais ce n'est pas parce qu'elle ne fut pas intégrale, à cent pour cent, qu'il faut la nier intégralement. La thèse de Shlomo Sand, mû par des motivations qui ne regardent que lui, pèche visiblement par excès.

Il faut relever certains jugements qui signent une documentation insuffisante ou qui sont contredits par la réalité historique : en page 97 *in fine*, l'auteur écrit que «nulle historiographie juive n'est observable tout au long du Moyen Âge» (*sic*). Visiblement, il n'a pas lu le «Que sais-je?» consacré par l'auteur de ces lignes à l'historiographie juive<sup>2</sup>. Et même quand il cite (p. 103) notre livre sur *La Science du judaïsme* en Allemagne, il se trompe sur l'idéologie générale de cette école historico-critique : la science du judaïsme (*Wissenschaft des Judentums*) était loin d'être monolithique, Heinrich Grätz, par exemple, n'était pas animé par les mêmes intentions que

Moritz Steinschneider qui pensait que le judaïsme ne méritait plus qu'un «enterrement décent»...

Mais revenons à Grätz, dont l'œuvre est assez bien interprétée par Shlomo Sand, même si celui-ci cite une traduction hébraïque alors que nous avons traduit en français, et largement introduit et annoté<sup>3</sup>, sa *Construction de l'histoire* (discours véritablement programmatique), suivie de sa thèse de doctorat, *Judaïsme et gnosticisme*. Ce qui eût convenu à des lecteurs francophones. Sand se trompe aussi lorsqu'il affirme que Grätz a refusé que son texte soit traduit pour les communautés juives d'Europe de l'Est : il fut pourtant traduit par un traducteur du nom de Rabbinovitz qui, au grand dam de l'auteur, s'arrogea même le droit de le compléter sur certains points.

Dans la querelle des historiens opposant les deux Heinrich, Grätz et von Treitschke, il fallait rappeler l'erreur commise par le second qui avait lu «*Erbfeind*» (ennemi héréditaire) au lieu de «*Erzfeind*» (ennemi juré) (p. 120). Enfin, on n'a pas vu de référence au journal intime de Grätz (pourtant édité par Michael Reuwen) (voir la même note sur Grätz), dans lequel le grand historien relate, jour après jour, son voyage en Terre sainte, sous les auspices de l'Alliance israélite universelle... Pour être complet, l'auteur, qui se veut pourtant un historien généraliste, aurait dû développer un peu plus les oppositions entre la judéité et la germanité, notamment le débat en 1912 (moins de vingt ans après le décès de Grätz) entre Moritz Goldstein et Ernst Lissauer qui roulait justement sur le thème du présent ouvrage : communauté nationale (peuple) ou communauté religieuse (religion ou confes-

2. Alain Boyer et Maurice-Ruben Hayoun, *L'Historiographie juive*, PUF, «Que sais-je?», 2001.

3. H. Grätz, *La Construction de l'histoire*, éd. citée *supra*.

sion)? Quels liens avec l'antique berceau du peuple juif? En somme, quel est le statut juridique des Juifs en exil? Un chapitre important est pourtant consacré à ce sujet dans le volume des *Lumières de Cordoue à Berlin*<sup>4</sup>.

En ce qui concerne les idées de Renan, l'auteur de ces lignes a publié en 2008 un ouvrage qui traite de toutes ces questions (peuple ou race? continuité ou discontinuité de l'histoire juive? culpabilité ou innocence des Juifs dans l'exécution de Jésus? etc.), intitulé *Renan, la Bible et les Juifs*<sup>5</sup>... Shlomo Sand vient, de son côté, de publier un livre sur l'auteur des *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*... Renan avait déjà émis l'idée que les Juifs d'aujourd'hui n'étaient pas *exclusivement* les descendants des Juifs du temps de Jésus... Pour étayer son propos, il citait le passage idoïne du rouleau d'Esther (VIII, 17) (*ve-rabbim mé'ammé ha-aréts mityahadim* : « bien des gens parmi les gens du pays se firent juifs »...), les passages de Flavius Josèphe évoquant l'apport d'un sang nouveau, etc.

#### *Une mémoire « greffée » ?*

Sand n'admet pas cette séparation hermétique entre les Juifs et les autres, entre, comme il l'écrit, « eux et nous ». Selon lui, les frontières ont été bien plus poreuses. Cette mémoire inventée – il va même jusqu'à écrire « greffée » –, fruit de l'imagination ou d'une idéologie de l'historiographie moderne, serait une mémoire artificielle, une notion qui intervient ici sans être ni expliquée ni même introduite. En fait, les Juifs auraient tout inventé, même leur nom, jusques et y compris leurs ancêtres, les Patriarches. Redonnons la parole à l'auteur : « Ce peuple, auquel s'identifie le juif israélien et qu'il considère comme le plus ancien de tous les peuples, a connu l'errance de l'exil pendant près de deux

mille ans, au cours desquels il ne s'est ni enraciné ni fondu parmi les “gentils”, à côté desquels il a vécu. Ce peuple a subi une très grande dispersion : ses tribulations éprouvantes l'ont mené au Yémen, au Maroc, en Espagne, en Allemagne, en Pologne et jusqu'au fin fond de la Russie, mais il est toujours parvenu à préserver d'étroits liens du sang entre ses communautés éloignées, de sorte que son unicité ne s'en est pas trouvée altérée » (p. 29).

On l'aura compris, derrière ces remarques inutilement ironiques, c'est bien cette mémoire « greffée » que l'auteur récuse au motif qu'elle serait fantasmagorique. Pour quelles raisons? Parce qu'il est évident que des groupes humains vivant côte à côte ne peuvent pas ne pas s'être, à des degrés divers, rapprochés les uns des autres. Appliquée intelligemment et sans idée préconçue, cette règle humaine est absolument valide. On rappellera même une jolie formule des médiévistes allemands qui résume bien cette situation : « *Wie es sich christelt, so judelt es Sich* » (comme les chrétiens d'un lieu, ainsi les juifs de ce même lieu).

Sand reproche aussi à ses collègues historiens d'Israël de ne pas remettre en question les idées reçues (sur l'antiquité et l'homogénéité du peuple juif) et de continuer de prendre pour argent comptant le postulat suivant : « Est juif le descendant du peuple, contraint à l'exil, il y a deux mille ans. » Il est évident que cela n'est pas vrai à cent pour cent, mais c'est tout aussi loin d'être faux à cent pour cent. Depuis Hérodote jusqu'à nos jours, l'écriture de l'Histoire, l'his-

4. Maurice-Ruben Hayoun, *Les Lumières de Cordoue à Berlin*, J.-Cl. Lattès, 1996 ; rééd., Pocket-Agora, 2008.

5. Arléa, 2008. Voir aussi un très bon florilège (dont j'ignorais l'existence) des œuvres de Renan, *Histoire et Parole*, paru chez Robert Laffont (1984) grâce aux bons soins de Laudyce Rétat.

toriographie, a fait débat. *Quid* des livres d'histoire des écoles primaires qui présentaient les Gaulois comme nos vrais ancêtres, à nous et aux habitants de nos anciennes colonies d'Afrique noire? *Quid* de l'épopée napoléonienne (ainsi que nous la nommons)? Mais allez voir comment les manuels d'histoire allemande nomment Napoléon... Et la Révolution française? Nos voisins européens ne sont pas unanimes à y voir une évolution positive des mœurs politiques, surtout quand il est question de l'époque de la Terreur...

L'auteur se demande à la fin de cet avant-propos si « un peuple juif a [...] réellement existé pendant plusieurs millénaires là où tous les autres "peuples" se sont fondus ou ont disparu ? » (p. 34). Il se demande même si un exil du peuple de Judée a bien existé ou s'il ne s'agit pas d'un mythe christologique que la tradition juive aurait opportunément repris à son compte. C'est vraiment tiré par les cheveux : des historiens juifs reprenant une thèse que des idéologues chrétiens auraient inventée pour asseoir leur thèse de la culpabilité d'Israël et de son châtement! Et l'on aurait été suffisamment stupide pour reprendre cette thèse! L'auteur résume assez clairement celle qui parcourt son ouvrage : le judaïsme est une « culture-foi » importante (*sic*) et non la culture nationale d'un peuple unique... (p. 35). Il semble difficile de se représenter ce que signifie exactement une telle culture-foi... Pourquoi créer ce syntagme? Pour cacher une inaptitude à résoudre un problème important et éviter de mentionner la composante religieuse de l'idée nationale juive qui apparaît à l'auteur comme un repoussoir, un véritable épouvantail. Il reconnaît, cependant, que son entreprise n'est pas « dépourvue de subjectivité » (p. 37). Était-il besoin de souligner une évidence?

### *La trilogie Livre, peuple, terre*

Le premier chapitre de ce livre constitue une longue digression sur la « fabrication » (*sic*) des nations, les présentant comme des créations artificielles. De temps en temps, l'auteur rattache ses développements au sujet qu'il entend traiter, à savoir la venue à l'être du peuple juif. L'essence du judaïsme, ou, si l'on préfère, l'identité juive, a toujours été une identité éclatée, en raison, précisément, des vicissitudes de son histoire : mais est-ce suffisant pour prétendre qu'elle n'existe pas ou qu'elle n'est que le résultat d'un montage ou d'un artifice? Cette identité peut très bien mettre l'accent alternativement sur sa composante nationale, religieuse ou simplement culturelle, au sens large du terme. Ou sur les trois à la fois. Même la littérature traditionnelle, issue des milieux dirigeants les plus cultivés et les mieux informés, avait conscience de construire ou de reconstruire une histoire, de définir une identité en rapportant à – 587 des événements censés s'être déroulés à l'époque patriarcale (dont on conteste à juste titre l'existence même) ou du temps de la sortie d'Égypte. Mais cette évidence, ce lieu commun, traîne dans tous les bons manuels qui traitent de ce sujet... Et l'on ne parle même pas d'Abraham, devenu la personnalité tutélaire du monothéisme, qui n'a jamais existé tel que le décrivent les chapitres xii à xxv du livre de la Genèse... Or, Abraham, situé par une filiation spirituelle aux origines du peuple hébreu ou judéen, n'était pas du cru mais venait d'ailleurs, en l'occurrence de basse Mésopotamie. Ce n'était donc pas un autochtone... Mais comme l'explique bien Marcel Detienne, c'est une autochtonie venue d'ailleurs... Qui donc pourrait s'enorgueillir d'être un vrai autochtone sur cette terre? Est-ce suffisant pour trancher le lien unissant Abraham



aux trois grandes religions monothéistes, lui, le descendant d'idolâtres ?

Le commentateur traditionnel le plus connu de la Bible hébraïque et du Talmud, Rashi (xii<sup>e</sup> siècle) de Troyes, a exercé son ingéniosité exégétique sur les chapitres du livre de l'Exode relatant les conditions d'existence de ce groupe humain qui allait devenir le peuple d'Israël. Conscient des difficultés présentées par le texte biblique et par le caractère un peu elliptique du récit, il définit comme suit les caractéristiques qui distinguaient les enfants de Jacob des Égyptiens : les *Bené Ya'akov* ont conservé leur langue d'origine, n'ont pas changé leurs noms et n'ont pas divulgué leurs secrets (*lo guillou et sodam*)... Mais bien avant cet auteur médiéval, la littérature traditionnelle (Talmud et Midrash) s'extasiait devant ce miracle qui consistait à extraire un peuple du sein d'un autre peuple. Et cela a tellement impressionné la conscience juive que celle-ci a intégré ce passage dans le récit de la sortie d'Égypte (*ha-nissa Elohim la-vo la-qahat lo, goy mi-qérév goy...*).

C'est probablement à ces sages que semble faire allusion Shlomo Sand en écrivant ceci : « L'idée d'une identité ancestrale première, la représentation d'une continuité généalogique à fondement biologique et la conception d'un peuple-race élu ne sont pas des éléments surgis de nulle part, apparus par hasard au sein des groupements humains. Seule la présence constante de lettrés a permis la cristallisation d'une conscience nationale, qu'elle soit ethnocentriste ou civique. Celle-ci a toujours eu à son service des producteurs de culture érudits [...] pour se rappeler et fixer ses représentations historiques » (p. 80).

L'auteur parle de nouveau de cette fameuse classe d'érudits, dotés d'un bilinguisme leur permettant de traduire à destination des masses

incultes des messages qu'ils ont préalablement puisés aux meilleures sources : autres épopées nationales, missives diplomatiques rédigées dans des langues étrangères, etc. : « Ces intellectuels [...] construisirent un passé continu et cohérent unifiant le temps et l'espace à partir d'événements qui s'étaient déroulés au sein d'entités politiques diverses et sans aucun lien entre elles, et ainsi fut créée une longue histoire nationale remontant au début des temps » (p. 91).

On devine, à travers les lignes, le procès intenté aux scribes et rédacteurs bibliques, responsables de l'historiographie deutéronomiste, aux chroniqueurs, véritables chroniqueurs royaux au service de la dynastie davidique et auxquels nous devons l'exaltation du règne de David et, plus encore, celui de son fils Salomon, bâtisseur du Temple.

Mais ce n'est pas suffisant pour Shlomo Sand, il lui faut encore détruire ce qu'il nomme avec désinvolture « la sainte trinité Livre-peuple-terre ». Cette démesure atteint parfois des dimensions insoupçonnées : ainsi, lorsqu'il évoque des généraux de Tsahal, ces anciens chefs d'état-major qui se piquaient d'archéologie au point de devenir, par la suite, orfèvres en cette matière. Au lieu de rendre hommage à de grands soldats que le métier des armes n'avait pas transformés en brutes épaisses mais en hommes de culture, voire parfois en érudits, l'auteur juge qu'ils ont tenté de faire jouer à leurs découvertes archéologiques un simple rôle ancillaire au bénéfice de leur idéologie nationale : Dayan et Yadin, et, dans une autre mesure, Aharoni ne trouvent pas grâce aux yeux de l'historien, pas même l'archéologue, fils de pasteur, William F. Albright, accusé d'être trop fidéiste et trop ouvert à la version de la Bible qui, par essence, ne saurait prétendre à la vérité, selon Sand.

*Les conversions et l'apport  
d'autres peuples*

Tout en reprochant à ses adversaires idéologiques de bâtir sur du sable et de ne pouvoir alléguer aucune preuve sérieuse pour étayer leurs dires, Sand n'hésite pas, lui aussi, à se lancer dans des constructions que rien ne vient soutenir. Ainsi dans les pages 175 et suivantes où il échafaude des théories qui seraient géniales si elles n'étaient tout simplement fausses.

L'idée que le peuple d'Israël pouvait avoir été, entre autres, le résultat de l'évolution démographique des anciens habitants de la terre de Canaan, en somme des autochtones, était connue depuis fort longtemps. Les premières tribus sémitiques se dirigeant vers le territoire qui allait devenir la terre d'Israël avaient fort bien pu en avoir rejoint d'autres dont elles se sentaient très proches. C'est probablement ce qui a dû se produire entre les *Bené Israel* et les *Bené Ya'akov*. Le livre de la Genèse se contente de dire pudiquement qu'il ne s'agissait que d'un changement de nom alors qu'il y eut, de fait, une véritable fusion entre deux clans ou deux tribus... Cette fusion peut très bien avoir donné le peuple d'Israël. Shlomo Sand gauchit cette thèse, somme toute, assez acceptable au regard de l'histoire et de l'archéologie, de la manière suivante : « Leur [des rédacteurs bibliques] souci principal était de se différencier des habitants païens, et ils inventèrent la catégorie d'«Israël» comme peuple sacré et élu d'origine étrangère, face à Canaan, vu comme l'antipeuple local de puisatiers et de bûcherons » (p. 177).

Heureusement que Sand n'a pas lu Voltaire ni surtout les textes que cet auteur consacre à l'exégèse biblique ; il y aurait relevé des critiques plutôt acerbes concernant l'inconséquence du patriarcat Abraham qui interdit que l'on donnât

une femme cananéenne à son fils Isaac tout en jetant lui-même son dévolu sur une compagne issue de ce même milieu, Quetoura...

*L'exil de 70, une invention littéraire  
des milieux religieux ?*

Le trame du chapitre III vise à montrer que la notion d'exil est tout aussi artificielle que les précédentes : ce ne serait qu'« une reconstitution de bribes d'événements disparates et de divers fragments de tradition » (*sic*) (p. 182). Mais lesquels, comment et pourquoi ? Nul ne sait et, en tout état de cause, l'auteur reste muet sur ce point comme sur beaucoup d'autres. Il va même jusqu'à écrire (voir *supra*) que ce mythe fut créé par les chrétiens et instrumentalisé ultérieurement par les Juifs eux-mêmes qui en firent une sorte de trait d'union entre une terre qu'ils croyaient leur et un peuple dont ils se prétendaient les descendants et les héritiers.

L'affirmation de Sand, selon laquelle ni les Assyriens ni les Babyloniens n'auraient jamais déporté des peuples entiers, est contredite par l'histoire : qui a battu les Philistins, les a déportés loin de chez eux, a mis un terme à leur existence en tant que peuple indépendant, pour qu'ils cessent de terroriser les cités balnéaires du Levant, si ce n'est Nabuchodonosor, ce monarque babylonien qui a laissé d'affreux souvenirs dans la littérature juive traditionnelle ? Qu'ont donc fait les Assyriens au royaume du Nord, celui d'Israël, qu'ils ont fini par détruire et par annexer en - 722 ? Et si l'exil était une invention pure et simple des scribes et des rédacteurs bibliques, comment se fait-il qu'il fallut attendre deux millénaires pour que Sand nous l'apprenne ?

L'absence d'objectivité des développements de Sand éclate dans cette phrase qui résume correctement sa position : « Les juifs ne furent

pas expulsés de “leur patrie” par la force et ils n’y “retournèrent” pas de leur plein gré non plus» (p. 192). Le recours aux guillemets laisse songeur... Rien ne parvient à affaiblir les convictions granitiques et préconçues de l’auteur : les massacres de Titus, la mise à sac du Temple, la destruction de la ville de Jérusalem, la déportation des prisonniers, les viols, les destructions par le feu, l’interdiction de la Ville sainte aux Juifs, même les persécutions d’Hadrien, le fait de débaptiser la ville (*Ælia Capitolina*), tout cela ne parvient pas à fléchir Sand, qui n’en continue pas moins de se demander le plus sérieusement du monde : « D’où surgit donc le grand mythe de l’exil du “peuple juif” [les guillemets sont de l’auteur] après la destruction du Temple ? » (p. 187). Et si l’on rétorque que les chroniqueurs chrétiens parlent eux aussi de cet exil et de cette déportation, l’auteur répond que ce thème est une création de ces milieux qui voyaient en l’exil la punition divine pour l’exécution de Jésus... (voir *supra*).

Le troisième chapitre de cet ouvrage part d’un postulat qu’il tente, à tout prix, d’accréditer aux yeux du lecteur : depuis toujours – et quoi qu’en disent les textes normatifs de l’orthodoxie juive –, l’accroissement de la population en dehors de la Judée s’est fait à l’aide de conversions massives, elles-mêmes le fruit d’un prosélytisme effréné... Shlomo Sand note que peu d’historiens, même sionistes, ainsi qu’il les nomme, hésitaient à mettre en avant le couple destruction/exil. Pour lui, la majorité des Judéens, même s’il ne s’agit que de survivants, est demeurée sur place, suivant sa théorie qui veut que les vainqueurs n’ont jamais mis en pratique une politique de déportation et de déracinement : à la lecture de ces pages plutôt étonnantes, on apprend que la défaite et l’occupation de la Judée feraient plutôt figure de bonne affaire puisque

l’économie aurait connu, en peu d’années, un redémarrage puissant, apportant une prospérité aussi nouvelle qu’inattendue à la population restée sur place.

Sand relève un point qui ne laisserait pas d’être intéressant s’il ne l’incluait dans sa démarche fortement teintée d’idéologie antisioniste : il s’agit de la date à partir de laquelle l’historiographie juive contemporaine marque les débuts de l’exil... Le grand historien Ben-Zion Dinour (ministre de l’Éducation d’Israël dès 1951) et quelques autres le font commencer à partir de 700, à peu près à l’époque de la conquête arabo-musulmane. Dinour insiste sur la différence entre deux réalités politiques : l’abolition de la souveraineté des Judéens sur le pays, d’une part, et la soustraction de leur terre, d’autre part. Cette différenciation aurait conduit à une sorte de laïcisation de l’exil qui occupait désormais une place stratégique dans la vision ethnocentriste de l’historiographie sioniste... Tel est le jugement de Sand sur ce point. Un seul détail me semble à peu près convaincant dans ce raisonnement : si la destruction de 70 avait été suivie d’une expulsion de la plus grande partie de la population judéenne, on ne s’expliquerait guère comment la révolte de Bar Kokhba a pu avoir lieu, un demi-siècle plus tard. Mais c’est bien le seul point.

### *La Septante, une Bible pour qui ?*

Nul n’ignore la grande œuvre explicative, voire apologétique, de Philon d’Alexandrie, qui était un Juif attaché à une pratique religieuse assez scrupuleuse et qui diffusait, à l’intention du monde païen, une image plutôt attirante et séduisante de la religion ancestrale. Cet homme, qui ne savait pas l’hébreu mais qui nous a laissé des commentaires bibliques sublimes, utilisait la

fameuse Bible des Septante dont l'*Épître d'Aristée à Philocrate* relate la préparation quasi miraculeuse : soixante-dix sages œuvrant séparément, indépendamment les uns des autres, se retrouvent, une fois l'œuvre achevée... Et miracle ! toutes les versions sont identiques : le Verbe divin étant parfait, il n'existait donc qu'une seule façon de le rendre. On avait l'impression que la Bible fut, à cette époque, à nouveau révélée, mais cette fois-ci en grec...

Le récit d'Aristée visait simplement à conférer à la traduction grecque le même halo sacré qui entourait l'original hébraïque. Le pari des traducteurs ou des milieux commanditaires de cette Bible était de montrer que la sacralité du texte n'avait subi aucune déperdition en passant d'une langue à l'autre... Cette Bible devint, pour ainsi dire, le bréviaire des Juifs hellénisés mais pas uniquement de ceux-ci, elle fut aussi très prisée par des Grecs devenus juifs. Shlomo Sand parle d'une première génération de convertis portant des noms grecs, suivie d'une seconde génération, celle des enfants, dont tous les prénoms étaient à consonance hébraïque. Selon lui, c'est la preuve irréfutable de l'afflux de convertis venus grossir les rangs des communautés juives disséminées dans l'aire culturelle grecque.

Les citations produites par Sand en faveur du fort mouvement de convertis en direction de la foi juive sont justes et contrebalancées par d'autres qui militent pour la thèse adverse... Il y a toujours eu des prosélytes en Israël et les docteurs du Talmud (dont certains portent des noms grecs) enjoignent de les bien traiter. Et aurait-on oublié Onqelos le converti, l'homme qui traduisit le Pentateuque en araméen et dont la version (le fameux *Targoum*) est entourée d'un véritable halo de sainteté qu'elle a conservé depuis sa naissance... La tradition talmudique commande donc de lire chaque vendredi matin

deux fois la version hébraïque de la péricope hebdomadaire et une fois celle d'Onqelos : c'est là un véritable processus de canonisation. Mais cet exemple emblématique d'un converti qui parvient au sommet de la spiritualité juive n'a pas vraiment ouvert la porte à des conversions aisément acceptées au sein du judaïsme rabbinique. Comment s'explique ce changement d'attitude à l'égard des conversions ? Probablement par les vicissitudes de l'histoire juive qui ont, par la suite, établi une séparation presque hermétique entre les êtres nés juifs et les candidats à la conversion.

Shlomo Sand revient sur les centres judéens existant en Méditerranée et dans d'autres régions d'Europe et d'Afrique bien avant la période du second Temple. C'est un fait connu puisque ce sont ces milieux producteurs auxquels nous devons certains passages du livre de la Genèse (l'épisode de Joseph, chapitres xxxvii à l) et le rouleau d'Esther, sans omettre des chapitres du livre de Daniel : deux textes qui semblent vouloir démontrer que l'on peut bien vivre en adepte sincère de sa religion, même dans un milieu étranger, loin de sa terre d'origine. Mais l'auteur va plus loin car, selon lui, le prosélytisme juif aurait été particulièrement actif et serait responsable de l'accroissement considérable de la population d'Israël, bien plus que la reproduction naturelle de ces mêmes groupes d'exilés. En page 210 Sand écrit : le peuple « se multiplia en engendrant des "descendants" d'un type différent ». Vers 125 avant notre ère, Jean Hyrcan conquiert l'Idumée et favorisa la conversion de ses habitants en leur imposant la circoncision. Mais contrairement à ce qu'affirme l'auteur, cette mesure fut prise pour rendre envisageables les mariages entre les deux nations. Le prosélytisme a, certes, existé, et la mention de dames patronnesses de Rome, tentant de respecter le sabbat,

n'est pas un mythe. Sand cite quelques passages connus d'auteurs comme Tacite, Dion Cassius, Cicéron, Juvénal, etc., qui s'inquiètent de l'expansion de la religion juive au sein de l'Empire romain.

Un autre aspect, concernant cette fois-ci non plus les païens, mais les Palestiniens d'aujourd'hui, retient un peu l'attention de Sand qui se réfère à un écrit hébraïque ancien et peu connu, dû à David Ben Gourion et à Yitzhak Ben-Zvi (1920). Ces deux leaders sionistes s'interrogeaient alors sur le sort des paysans judéens qui étaient restés attachés à la glèbe ancestrale après la catastrophe de 70. Les deux auteurs ébauchèrent une thèse, abandonnée depuis, selon laquelle les Palestiniens d'aujourd'hui seraient d'ascendance judéenne lointaine, en somme les descendants de Juifs convertis lors de la conquête musulmane au VII<sup>e</sup> siècle... Pour quelles raisons les Juifs du VII<sup>e</sup> siècle auraient-ils pris le turban ? L'auteur avance plusieurs possibilités : la proximité des deux croyances et des deux langues, la soustraction à des impôts littéralement confiscatoires imposés aux populations non musulmanes, la volonté de mieux s'intégrer dans le nouveau contexte sociopolitique... Mais cette thèse fit long feu et disparut de l'agenda politique jusqu'au jour où un autre chercheur, plus récent, de l'université de Tel-Aviv, Abraham Polak, tenta de la remettre d'actualité... En fait, le problème reste entier : que sont donc devenus les agriculteurs et paysans judéens qui sont restés attachés à leur terre depuis le VII<sup>e</sup> siècle ?

*Juifs séfarades et ashkénazes,  
descendants de convertis ?*

La suite de ce livre fait apparaître son auteur plus comme un démographe que comme un authentique historien généraliste. Certes, il pose

des questions intéressantes mais s'oriente constamment, quant aux réponses, vers l'hypothèse de conversions massives de populations entières, tant en Afrique du Nord qu'en Europe. Ce serait intéressant si la lecture de si fastidieuses digressions et de si longues citations tirées d'autres ouvrages ne finissait pas par lasser le lecteur. En gros, si on laisse de côté l'habillage et le tissu conjonctif dont se sert l'auteur, les séfarades seraient, entre autres, les descendants de Berbères convertis, et les ashkénazes les rejetons des Khazars ou d'autres groupes ethniques de Russie et d'Ukraine. On n'a rien contre les conversions, mais il faut bien reconnaître que nous tenons là le principe explicatif de prédilection de notre auteur, qui voit des convertis partout... dans le seul dessein de dénier à la nation juive toute source spécifique. Mais, au fond, même Abraham, dont l'humanité se réclame d'une authentique filiation spirituelle, est un converti, un simple converti au monothéisme proprement dit.

La formulation la plus lapidaire mais qui résume bien l'intention profonde de l'auteur est la suivante : « L'ironie de l'histoire veut qu'hommes et femmes devenus adeptes de la religion de Moïse vécurent entre le Don et la Volga bien avant qu'y apparaissent les Russes et les Ukrainiens, et il en va exactement de même pour ceux du pays des Gaules, qui y résidaient bien avant l'invasion des Francs. Le même phénomène se retrouve en Afrique du Nord, où les Punique se convertirent avant l'arrivée des Arabes, ainsi que dans la péninsule Ibérique, où se développa et s'épanouit une culture de croyance juive avant la Reconquista chrétienne. Contrairement à l'image du passé tracée par les chrétiens judéophobes et récupérée par les antisémites modernes, les catacombes de l'histoire ne recèlent pas un peuple-race damné et exilé de la Terre sainte

pour fait de décide et qui, sans y avoir été invité, serait venu s'installer au sein d'autres peuples » (p. 345).

*Une enquête historique authentique  
ne grossit pas les traits...*

Au fond, tout comme les auteurs de la Genèse, de l'Exode ou du Deutéronome, Shlomo Sand réécrit l'Histoire à sa façon. Quand il conteste – et il en a parfaitement le droit – la quête identitaire judéo-rabbinique (expression que nous préférons à la sienne, d'ethnocentriste, qui rappelle, comme le mot *völkisch* qu'il utilise, de très mauvais souvenirs), orientée dans un certain sens et une certaine direction, il tombe dans les mêmes travers qu'il dénonce : là où cette thèse édifie unilatéralement sans se soucier de ce qui ne vise pas le même but, la sienne propre déconstruit avec le même acharnement. En page 348, il qualifie ses adversaires de « croyants acharnés » et parle de leur « séparatisme communautaire »... Il revient pesamment sur toutes ces conversions qui ont émaillé le devenir des Juifs ; il aurait pu aussi, pour mieux consolider sa thèse de l'hétérogénéité du peuple juif, parler des viols des Cosaques de Chmielnicki de 1648, remonter à ceux des croisades près d'un demi-millénaire auparavant, et aussi, pourquoi pas ? à l'an 70...

Les prétendues recherches biologiques portant sur on ne sait quel ADN juif ou sur des gènes supposés réservés à la classe sacerdotale juive (les *Cohanim*) ne font pas sens et auraient dû être infirmées par la thèse fondamentale, évoquée plus haut, du monogénisme biblique, repris pour les commentaires midrashiques. Si des esprits égarés ont, dans leur désarroi, sciemment confondu endogamie stricte avec un semblant de race, l'auteur n'avait nulle raison de

leur accorder tout son dernier chapitre qui nous renseigne bien sur des tentations désolantes dont l'inanité saute aux yeux : ces ressemblances rapprochant les Israéliens des populations kurdes plutôt que des Palestiniens, eux-mêmes purs produits de mélanges avec d'autres ethnies arabes ou islamisées, ne veulent rien dire. Et il est regrettable qu'une partie de la presse qui a popularisé ce livre se soit arrêtée pesamment sur ce point.

Ce livre attire incontestablement l'attention du lecteur patient et stoïque sur certains aspects de l'historiographie juive contemporaine. Mais il ne réussit pas à ruiner le lien indéfectible unissant le peuple d'Israël à la Torah d'Israël et à la terre d'Israël. Ce lien a permis à ce peuple de supporter les pires outrages : la déportation et l'extermination presque totale. Et en dépit de toutes ces épreuves il a maintenu sa foi en l'antique croyance et en l'antique promesse. Et il a mis dans la bouche de l'un de ses tout premiers prophètes la phrase suivante : « *Ou-bekhol zot Shimkha lo shakhahnou, na! al-tishkahénou* » (et malgré tout ce que nous avons subi, nous n'avons jamais oublié Ton Nom, de grâce ne nous oublie pas !)

Apparemment, Shlomo Sand, pourtant presque né sur cette terre, qui y a grandi et qui y vit, l'a, lui, oublié.

*Maurice-Ruben Hayoun.*



## Tony Judt

### *Israël et les juifs*

Il est deux façons de considérer le livre de Shlomo Sand. Dans une certaine perspective, il s'agit d'une contribution tardive à la « normalisation » de l'histoire juive : un exercice de vulgarisation visant à placer l'histoire juive et la définition que les juifs donnent d'eux-mêmes sur le même plan que l'histoire écossaise ou française, ou que tout autre récit national. Depuis une trentaine d'années, en France et dans le monde anglophone notamment, toutes les historiographies nationales ont été élégamment déconstruites en « récits imaginaires » : pas intrinsèquement faux, mais arrangés et polis au service d'usages politiques et culturels contemporains. Shlomo Sand n'a fait qu'appliquer à l'histoire des juifs la batterie d'outils fournie par Benedict Anderson, Ernest Gellner, Eric Hobsbawm, Terence Ranger, Pierre Nora et d'autres. Bref, il a de nouveau résumé trois mille ans de judaïsme à la lumière des efforts déployés après 1880 pour donner à l'histoire un sens contemporain utilisable.

De ce fait, naturellement, Shlomo Sand s'expose à un reproche, à savoir que son livre manque singulièrement d'originalité. Depuis le siècle dernier, les spécialistes de l'histoire juive ont parfaitement connaissance des sources qu'il cite et des arguments qu'il avance. Sa contribution, affirment ses détracteurs, est au mieux redondante. Sur le plan de la pure recherche, je n'ai rien à redire à cette critique. Moi-même, qui suis pour l'essentiel tributaire de matériaux de seconde main sur les millénaires passés de l'histoire juive, je vois bien que Sand ne nous dit rien que nous ne sachions déjà : par exemple,

quand il insiste sur les conversions et le brassage ethnique caractéristiques des juifs de périodes antérieures.

#### *Qui sommes-« nous » ?*

Mais la question est : qui sommes-« nous » ? Aux États-Unis, assurément, et j'imagine qu'en France également, l'écrasante majorité des juifs (et, peut-être, des non-juifs) n'a strictement aucune idée de l'histoire que raconte Sand. Ce qu'il a à dire semblera radicalement étranger à 90 % de son public. Jamais ses lecteurs n'auront entendu parler de la plupart de ses protagonistes, alors qu'ils ne connaissent et n'approuvent que trop la version caricaturale de l'histoire juive qu'il cherche à discréditer. Ici, à New York, tout au moins, la plupart des juifs qui ont des vues sur la question ont des idées absolument raciales et ethno-déterministes. Ils ne croient pas une minute que « nous » ne sommes qu'une communauté imaginaire, mêlée, mixte et autodéfinie comme les *goyim* ; encore moins que nos façons de nous définir nous viennent de nos persécuteurs. Ils ont appris à croire que les juifs sont uniques et particuliers.

Que quelqu'un s'en prenne à ce sentiment confortable de singularité et de supériorité ethniques ne fait pas grand tort. Si le livre de Sand alimente simplement la réflexion et incite ce public à d'autres lectures, il aura été très utile, et les spécialistes que froisse son entreprise de vulgarisation feraient bien de se demander pourquoi, si tout cela était si évident, ils n'ont pas eux-mêmes écrit ce livre. Mais, bien entendu, il y a plus.

Si nous prenons Sand au sérieux – en vérité, si lui-même se prend au sérieux – se pose une question gênante. La prémisse centrale du sionisme sous toutes ses formes était que les juifs

---

Tony Judt dirige le Remarque Institute à New York University. Il est notamment l'auteur de *Un passé imparfait : les intellectuels en France, 1944-1956* et de *La Responsabilité des intellectuels : Blum, Camus, Aron* (trad. fr., Fayard, 1992, et Calmann-Lévy, 2001). Dans *Le Débat* : « Israël : l'alternative » (n° 128, janvier-février 2004) et « Rêves d'empire » (n° 133, janvier-février 2005).

représentaient un seul et unique peuple ; que leur dispersion et leur souffrance millénaires n'avaient en rien diminué les attributs collectifs par lesquels ils se distinguaient ; et que la seule manière pour eux de vivre librement en tant que juifs – de même que les Suédois, par exemple, vivent librement en tant que Suédois – était de s'installer dans un État juif. Cette prémisses passait d'autant mieux qu'en un temps d'essor des mouvements ethno-nationalistes en Europe centrale et orientale, elle renvoyait aux Roumains, aux Polonais ou aux Lettons une version juive de leur ethno-exclusivisme.

Ainsi la *religion* juive, qui constituait depuis si longtemps la marque distinctive essentielle aussi bien que la principale source de sentiments antisémites chez leurs voisins, cessa-t-elle aux yeux des sionistes d'être le premier indicateur de l'identité juive. À la fin du <sup>xix</sup>e siècle, alors que des jeunes juifs toujours plus nombreux s'émancipaient légalement et culturellement du monde du ghetto ou du shtetl, le sionisme est apparu à une minorité influente comme la seule solution de rechange réaliste à la persécution, à l'assimilation et à la dilution culturelle. Paradoxalement, alors que le séparatisme religieux et la pratique perdaient du terrain, une version sécularisée allait être activement promue.

D'expérience, je puis assurément confirmer que dans les années 1960 le sentiment *antireligieux* – souvent d'une intensité qui me mettait mal à l'aise – était largement répandu dans les cercles israéliens de gauche. La religion, me faisait-on savoir, c'était pour les *haredim* et les « cinglés » de *Mea Shearim*. « Nous », m'expliquaient mes enseignants sionistes, nous sommes modernes, rationnels et « occidentaux ». Ce qu'ils ne disaient pas, cependant, c'est que l'État d'Israël qu'ils voulaient me voir rejoindre était donc enraciné, et ne pouvait qu'être enraciné,

dans une vision ethniquement rigide des juifs et de la judéité.

Mais cela allait encore plus loin. Dans les années 1960, tout au moins, l'insistance idéologique sur le kibboutz restait très prononcée. Les pères et mères fondateurs du pays étaient pour la plupart membres de kibboutz (n'oublions pas que le pays demeura gouverné par la deuxième *aliya* jusqu'au milieu des années 1970), et les *kibboutzim* fournissaient la majorité des officiers supérieurs et des dirigeants politiques. Le kibboutz était le rejeton tardif d'un mariage de raison entre le communautarisme socialiste de l'aube du <sup>xix</sup>e siècle et la mémoire trompeuse d'un village russe idéalisé. Cela explique une bonne partie de ses caractéristiques sociales propres, mais aussi sa totale inadaptation à la vie israélienne moderne (tel était déjà le cas à l'époque où j'y vivais, mais on ne l'admettait pas encore).

Le kibboutz n'en était pas moins l'expression parfaitement délibérée d'une proposition ethno-idéologique. Jusqu'à la destruction du second Temple (au <sup>i</sup>er siècle de notre ère), les juifs étaient des paysans sur le territoire qui est aujourd'hui celui d'Israël ou de la Palestine. Ils avaient été alors à nouveau contraints à l'exil par les Romains (la première fois, par les Babyloniens) et avaient erré à travers la planète : sans toit, sans racines, parias. Et voici qu'enfin « ils » « revenaient » et qu'ils allaient à nouveau travailler la terre de leurs ancêtres. Quand on y songe, c'est une proposition à couper le souffle : imaginez qu'une bande de médecins et d'avocats du Tyrol aient débarqué dans le sud de l'Angleterre en annonçant être venus travailler la terre de leurs ancêtres saxons. Mais en Israël, personne, et certainement aucun prosélyte sioniste, n'a jamais contesté la proposition.

Il y avait de bonnes raisons à cela. Aurions-

nous demandé si les juifs d’Israël, aujourd’hui, descendaient en droite ligne des Hébreux de la Bible que grande eût été notre perplexité si l’on nous avait dit que la réponse était très certainement non : il y avait eu tant de mariages mixtes, de conversions, de relations forcées ou volontaires, mais aussi de simples assimilations qu’il n’était pas plus possible de rattacher les Israéliens d’aujourd’hui aux Hébreux d’hier qu’il n’est possible de remonter de Nicolas Sarkozy à Vercingétorix. En ce cas, que signifiait parler d’un « État juif » ? Et pourquoi dans un coin aussi fâcheusement disputé ? Pourquoi Canaan ? Pourquoi pas le Canada ?

Bref, le mythe ethnique d’une descendance directe des juifs était un élément absolument crucial des justifications de l’État d’Israël, des privilèges exclusifs donnés aux juifs et de ses politiques envers les autres. Bien entendu, il existait, et existe toujours, d’autres justifications. Ce n’est pas un hasard si David Ben Gourion voulut, prépara et chorégraphia le procès d’Adolf Eichmann. Les souffrances des juifs, leur position de victime dans la Diaspora allaient occuper une place centrale dans la cause d’Israël, et constituer une arme contre les détracteurs du pays.

L’idée, parfaitement raisonnable, qu’un État juif au lendemain de l’Holocauste était le meilleur espoir des survivants devint alors, pour cet État, prétexte à faire tout ce qu’il voulait au nom même de la survie des juifs. Les dernières années ont vu une inversion tragique de cette conflation. Quand le président iranien Ahmadinejad se livre à des exercices publics de négation de l’Holocauste, il renverse, au fond, un préjugé anti-israélien : si la meilleure défense d’Israël est Auschwitz, la mission de ses détracteurs est de discréditer celui-ci. Cela terrifie naturellement les juifs, où qu’ils soient, et suscite une légitime indignation. Dans une perspective israélienne,

cette opération a cependant une certaine valeur de confirmation, qui n’est peut-être pas totalement malvenue.

### *Israël, un État juif ?*

Nous en arrivons ici à la seconde perspective. Le lecteur le plus critique de *Comment le peuple juif fut inventé* est bien obligé de reconnaître que Shlomo Sand a miné la justification traditionnelle d’un État juif. Du point de vue « ancestral », après tout, les *fellahin* de haute Galilée ou de la vallée de Jezréel ont bien plus de chances de descendre des juifs de la Bible que leurs voisins de Tibériade ou d’Afula, dont les grands-parents sont venus de Francfort ou de Lvov. Les titres des séfarades sont aussi plus fragiles qu’on pourrait le penser : comment pouvons-nous être sûrs qu’au cours de leur long voyage autour de la Méditerranée ils ne sont pas devenus, « ethniquement parlants », Arabes ou Turcs, Berbères ou Italiens ?

Bref, sitôt accordé que sa qualité exclusivement « juive » est une affinité élective ou imaginaire, comment doit-on considérer l’État d’Israël ? Shlomo Sand lui-même est israélien, et l’idée que son État et son pays n’aient aucune « raison d’être » lui ferait horreur. Avec raison. Les États existent ou n’existent pas. L’Égypte, la Slovaquie ou le Guatemala ne sont pas justifiés dans le droit international ou les échanges économiques par quelque théorie de l’« égyptianité » ou de la « slovacité » profonde, etc. (même s’il est sans nul doute des Slovaques et d’autres qui affirmeraient leur exclusivité ethnique). À ces États est reconnue la qualité d’acteurs internationaux, assortie de droits et d’un rang, du simple fait qu’ils existent, qu’ils sont à même de se maintenir et de se protéger, et que les autres sont d’accord pour reconnaître cela.

La survie d'Israël ne repose donc pas sur la crédibilité du récit qu'il fait de ses origines ethniques. Si nous l'acceptons, nous voyons bien que l'insistance du pays sur la revendication exclusive de l'identité juive est un *handicap* de taille. Pour commencer, cette insistance réduit tous les citoyens et résidents israéliens non juifs à un statut de seconde classe. Ce serait encore vrai si la distinction était purement formelle et légale. Ce qui, bien entendu, n'est pas le cas : être musulman ou chrétien, voire être un juif qui ne répond pas aux critères toujours plus rigides de « judéité » en Israël aujourd'hui, a un prix sous forme d'éligibilité aux fonds publics, de participation aux décisions politiques et militaires, d'accès aux logements de qualité, sans parler des coûts psychiques de ne pouvoir participer pleinement à l'identité de son pays.

*Israël, les États-Unis et la Diaspora*

Il y a un autre prix à payer, mais pas en Israël. Quand Israël affirme – comme il le fait plus agressivement que jamais aujourd'hui – qu'il parle et agit pour les juifs du monde entier, qu'il n'est pas seulement un État juif mais l'État des juifs, les juifs du monde entier deviennent complices de ses actions. Demandez-vous pourquoi l'antisémitisme, qui a décliné régulièrement en Europe occidentale et en Amérique du Nord des années 1960 jusqu'à la fin du siècle, y connaît un regain de vigueur. Ce n'est pas l'antisémitisme d'antan. Les néo-fascistes traditionnels à la Jean-Marie Le Pen ou à la Nicholas Griffin (son équivalent britannique) sont plutôt bien disposés envers Israël, avec lequel ils partagent un ennemi commun implicite.

Les nouveaux antisémites sont typiquement des jeunes de banlieue, des hommes originaires d'Afrique du Nord, du Proche-Orient ou d'Asie

du Sud. La nuit, sur Aljazeera ou l'Internet, ils peuvent voir en direct les Israéliens châtier les Palestiniens à Gaza ou dans les Territoires occupés. Le lendemain matin, impuissants et furieux, s'identifiant énergiquement aux pays ou aux peuples de leurs parents et grands-parents, ils s'en vont dégrader une synagogue, agresser un écolier juif ou simplement étaler leur haine de l'État juif par tous les moyens qui sont à leur portée. Les juifs de France ou de Hollande ont sans doute de bonnes raisons de craindre cette colère, mais ce ne sont pas eux qui l'ont provoquée ; et ce n'est ni à Paris ni à Amsterdam qu'on l'apaisera.

La conclusion est implicite dans le livre de Shlomo Sand : Israël ferait mieux de s'identifier et d'apprendre à se penser comme... Israël. L'insistance perverse sur l'identification d'une judéité universelle à un petit bout de territoire est dysfonctionnelle à plus d'un titre. Elle est mauvaise pour Israël et, à mon sens, mauvaise pour les juifs. C'est de loin le facteur le plus important de l'échec des efforts pour sortir de l'imbroglio israélo-palestinien. Non que la judéité proclamée d'Israël obsède les Palestiniens ; ils seraient parfaitement heureux qu'il reste un État juif si seulement un authentique État palestinien pouvait voir le jour dans son voisinage. Mais, mauvaise nouvelle pour Israël, tout indique que la foi des Palestiniens dans la solution des deux États s'est amenuisée.

Si la « judéité » d'Israël est un tel obstacle à son salut à longue échéance, c'est qu'elle a fait naître ici, aux États-Unis, un « lobby israélien » aussi puissant que réactionnaire. Le lobby opère en recueillant des sommes considérables et en se servant de sa puissance financière pour presser les membres du Congrès d'accorder leur vote aux « intérêts d'Israël », mais aussi en s'employant activement à censurer ou à discréditer toute

critique du pays, si modérée soit-elle. Or, pour recueillir l'argent, on explique aux juifs américains qu'ils sont intéressés au destin d'un État juif, qui leur est présenté comme leur ultime et meilleur espoir et refuge contre le regain de l'antisémitisme exterminationniste. À maintes reprises, des hommes et des femmes parfaitement raisonnables, qui n'ont jamais mis les pieds en Israël, m'ont expliqué qu'ils soutenaient le lobby israélien comme on souscrirait à une police d'assurance : une assurance contre le « retour de Hitler », me confia l'un d'eux.

Alors, que faire ? Shlomo Sand n'en dit rien, naturellement. Pour sa défense, reconnaissons que le problème pourrait bien être insurmontable. Ce qui est clair, c'est que, si rien ne change dans les prochaines années, Israël cessera d'être une démocratie ou cessera d'être un État juif puisque, dans un avenir prévisible, les non-juifs formeront la majorité de la population des territoires gouvernés par Israël. Ce choix tragique, tel qu'il doit apparaître aux Israéliens s'ils sont honnêtes, ne pourrait qu'être circonvenu par un nettoyage ethnique d'une ampleur inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale. On imagine qu'aucun juif ne devrait se réjouir d'une pareille issue.

Je soupçonne que la solution préférée du professeur Sand est celle d'un État unique, ne serait-ce que parce que tel est l'aboutissement logique de ses thèses. Moi aussi, j'y serais favorable, si je n'avais la certitude que les deux partis s'y opposeraient vigoureusement et par la force. La solution des deux États pourrait bien être le meilleur compromis, quand bien même elle abandonnerait Israël à ses illusions ethniques. Au vu des développements des deux dernières années, il est pourtant difficile d'être optimiste sur les chances de cette solution.

Personnellement, je serais enclin à changer de point de mire. Si les juifs d'Europe et d'Amé-

rique du Nord prenaient leurs distances vis-à-vis d'Israël (comme beaucoup ont commencé de le faire), l'idée qu'Israël est « leur » État paraîtrait absurde... comme si le gouvernement français prétendait représenter les derniers francophones de la vallée du Mississippi. Avec le temps, même Washington pourrait comprendre qu'il est vain d'attacher la politique étrangère et le prestige national de l'Amérique au comportement et aux revendications d'un petit État ethnique du Proche-Orient. Dans mon idée, c'est la meilleure chose qui puisse arriver à Israël lui-même. Force lui serait de reconnaître ses limites. Il devrait se faire d'autres amis, de préférence parmi ses voisins. Délaissé par ses défenseurs crédules de la Diaspora, il lui faudrait faire des choix politiques plus fins, au lieu de faire ce qu'il a toujours fait pour ensuite aller chercher des soutiens à l'étranger.

Avec le temps, nous pourrions espérer établir une distinction naturelle entre les juifs qui sont citoyens d'autres pays et les citoyens israéliens qui se trouvent être juifs. Cette distinction pourrait se révéler très utile. Il est de multiples précédents : les diasporas grecque, arménienne, ukrainienne ou irlandaise ont toutes joué un rôle malsain, encourageant et perpétuant l'exclusivisme ethnique et les préjugés nationalistes dans les pays de leurs ancêtres. Si la guerre civile en Irlande du Nord a pris fin, c'est en partie parce qu'un Président américain a donné pour consigne à la communauté irlandaise immigrée des États-Unis de cesser d'envoyer des armes et de l'argent à l'IRA provisoire. On pourrait espérer la même chose si les juifs américains cessaient d'associer leur destin (ou leur culpabilité) à Israël et employaient leur générosité à meilleur escient.

*Tony Judt.*

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat.

Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

## Maurice Sartre

### *A-t-on inventé le peuple juif?*

Shlomo Sand, après bien d'autres, aborde une question difficile, et peut-être insoluble : peut-on parler d'un «peuple juif» et depuis quand? L'idéologie, les choix politiques, les *a priori* philosophiques ou religieux pèsent d'un tel poids que toute étude sur le sujet soulève passions et anathèmes. Le livre de Sand ne fait pas exception, d'autant que l'auteur ne fait pas mystère de ses opinions et s'oppose clairement aux formes extrêmes du sionisme. Comme il le rappelle lui-même<sup>1</sup>, il se veut seulement un Israélien d'origine juive, refusant par là l'amalgame entre juif et Israélien et prônant en conséquence un État laïque offrant des droits égaux à tous, quelle que soit sa religion. Les prises de position politiques de Shlomo Sand influencent probablement sa vision d'historien, mais elles ne justifient pas que l'on récuse *a priori* ses conclusions. À la lecture attentive de son livre, il me paraît que celui-ci ne mérite ni l'excès d'honneur que lui accordent certains, ni l'indignité dont le frappent ses détracteurs.

Le livre de Shlomo Sand s'articule autour de deux idées majeures : le «peuple juif» est une invention du XIX<sup>e</sup> siècle et la Diaspora n'est pas le fruit d'un exil mythique, mais elle résulte de conversions massives de païens. La conclusion qui ressort de cette double thèse est qu'il n'y a pas plus de continuité ethnique entre les juifs du temps de David, de Néhémie ou de Judas Macabée et ceux d'aujourd'hui qu'il n'y en a entre les Gaulois de Vercingétorix ou les Francs de Clovis et les Français de 2009 ! Les juifs dispersés à travers toute la planète aujourd'hui ne descendent donc pas des juifs chassés de Palestine

– notamment en 70 – mais des très nombreux convertis qu'a attirés le judaïsme entre l'époque d'Alexandre et le II<sup>e</sup>-III<sup>e</sup> siècle de notre ère. Face à la vulgate en vigueur chez les non-spécialistes qui fait des juifs les descendants d'un peuple qui aurait traversé l'histoire sans se mêler aux autres en dépit de la dispersion, on comprend que de telles thèses surprennent, voire choquent. Elles n'en sont pas moins largement fondées, et la fureur des adversaires de Sand témoignent surtout de leur volonté d'instrumentaliser l'histoire au service d'une idéologie politique. Cela dit, Sand est bien loin d'être irréprochable : non seulement il lui arrive de procéder par approximation (ce qui ne ruine pas nécessairement sa démonstration) mais, surtout, il a tendance à caricaturer les positions de ses adversaires. Certes, il n'est pas difficile de trouver des lecteurs fondamentalistes de la Bible (et pas seulement chez les juifs) qui en considèrent chaque mot comme vérité historique, mais la plupart des historiens ont évidemment des positions plus nuancées. Certains jugeront donc le livre de Sand comme inutile, enfonçant des portes ouvertes depuis longtemps. La disqualification par le mépris n'a pourtant pas lieu d'être, car les opinions qu'il remet en question restent très largement répandues. Je n'en prendrai qu'un seul exemple, qui me tombe sous les yeux par hasard. Dans une interview accordée au *Monde* 2 daté du 4 juillet, le grand cinéaste Amos Gitai justifie son choix de mettre en scène au festival d'Avignon *La Guerre des juifs* de Flavius Josèphe en déclarant que c'est «une chronique précieuse qui échappe à la mythologie, au symbolisme, et ressemble plutôt à un grand reportage qui raconte la destruction de Jérusalem, le suicide collectif de Massada, *l'exil des Juifs, les débuts de la Diaspora*»

1. Cf. le débat publié par *L'Histoire*, juin 2009.

Maurice Sartre, professeur émérite d'histoire ancienne à l'université de Tours, est spécialiste de la Méditerranée orientale gréco-romaine. Il est notamment l'auteur d'*Histoires grecques* (Éd. du Seuil, 2006 ; rééd., «Points», 2009).



Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

(je souligne) ! La légende nationale que dénonce Sand, donc, garde pleine vigueur, et pas seulement chez les religieux fondamentalistes.

Il faut enfin admettre que l'on est face à un essai polémique, que ses excès et ses erreurs factuelles ne suffisent pas à disqualifier, mais dont il vaut la peine, à coup sûr, d'examiner si les thèses générales sont consistantes ou non.

### *Juifs et chrétiens*

Le rôle de l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle dans la construction des identités nationales a été trop largement souligné pour que l'on y revienne en détail. Vercingétorix et Clovis en France, Arminius en Allemagne, Romulus et Remus en Italie acquièrent leur statut de fondateurs de nations au XIX<sup>e</sup> siècle. Abraham, Moïse, David et les autres pouvaient d'autant plus facilement être mobilisés à la même fin par les juifs que leur « histoire » était écrite depuis longtemps et que personne, ou presque, avant les débuts de l'archéologie orientale, ne contestait la valeur historique de la Bible. Sand apporte une contribution intéressante en montrant comment Heinrich Grätz et ses successeurs « inventent » le peuple juif et comment cette « invention » s'inscrit dans le mouvement intellectuel contemporain du « printemps des peuples ». Cela revenait à donner aux récits bibliques une caution scientifique qui les validait comme livres d'histoire. Et la manière dont Sand établit la filiation qui conduit de Grätz jusqu'aux débuts de l'État d'Israël témoigne de sa maîtrise de l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais Sand va plus loin : il soutient que l'histoire officielle, celle qui s'enseigne dans les écoles d'Israël, découle directement de cette « légende nationale » en dépit des découvertes archéologiques et des remises en question radicales qu'elles

impliquent. Les débats suscités par la réécriture de la période « davidique » par Israel Finkelstein et Neil Asher Silberman<sup>2</sup> prouvent combien l'histoire ancienne d'Israël constitue un enjeu politique majeur aujourd'hui, ce qui donne au moins partiellement raison à Sand. Ne lisant pas l'hébreu, j'ignore ce qui s'enseigne dans les écoles d'Israël et ne sais donc si les programmes scolaires reflètent, comme le dit Sand, la légende nationale. Certes, comme tout un chacun, j'ai entendu cent fois les colons fonder sur la Bible leur revendication territoriale, mais rien ne prouve qu'ils expriment un point de vue conforme à l'enseignement officiel. C'est un point que je laisse à d'autres le soin d'éclaircir.

Par ailleurs, la démonstration de Sand, pour intéressante qu'elle soit, me semble négliger que les chrétiens ont largement facilité cette « invention » – et l'ont même précédée de beaucoup – dans la mesure où ils n'ont cessé de stigmatiser les juifs comme un peuple à part, le peuple déicide, le peuple errant, etc. L'imaginaire et le vocabulaire en usage ont précédé la création intellectuelle du peuple juif par les historiens juifs du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le fond, ceux-ci n'avaient aucune peine à convaincre les chrétiens que les juifs étaient un peuple issu des Hébreux de la Bible puisque, sur des bases théologiques, les chrétiens en étaient depuis toujours persuadés. De même, je ne suis pas sûr qu'il n'existe pas depuis longtemps un sentiment d'appartenance à un même peuple chez les juifs dispersés à travers l'Europe, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, quelle que soit la définition exacte que l'on donne à ce mot. Mais je laisse aux spécialistes du Moyen Âge et de l'époque moderne le soin d'en débattre. Cela n'invalide pas l'exposé histo-

2. *La Bible dévoilée*, Bayard, 2002 ; *Les Rois sacrés de la Bible : à la recherche de David et Salomon*, Bayard, 2006.

Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

riographique de Sand, mais en limite les conséquences : la conscience d'appartenir à un peuple juif a de bonnes chances d'être de beaucoup antérieure aux premiers efforts des historiens juifs pour en écrire l'histoire.

### *Séparation et prosélytisme*

La recherche d'une continuité ethnique, liée aux conceptions racistes de l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle, a depuis longtemps été abandonnée par les historiens pour tous les peuples, quels qu'ils soient, et l'on met aujourd'hui davantage l'accent sur les métissages de toutes sortes. Le « peuple juif » serait-il donc une exception ? Les habitants de la Judée seraient-ils restés, pendant trois millénaires, à l'abri de tout mélange ? Disons-le d'emblée, il n'y a aucune raison de refuser aux habitants de la Judée, à ceux qui sont aux origines du judaïsme, une évidente originalité par rapport à leurs voisins, ne serait-ce que le monothéisme auquel ils sont parvenus. Certes, ils y sont arrivés tard, dans le courant du VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C., et encore pas tous : le monothéisme radical – qui nie le caractère divin des dieux des autres – des juifs déportés à Babylone n'a pas cours à Jérusalem, et, dans le courant du V<sup>e</sup> siècle, Néhémie est encore obligé de lutter contre les séductions du polythéisme et contre les mariages mixtes entre les Judéens et les autres populations. C'est dire que la pureté « ethnique » est un leurre. Elle n'est d'ailleurs jamais revendiquée comme telle dans les textes bibliques, notamment après les réformes de Néhémie et d'Esdras<sup>3</sup> qui jouent un rôle essentiel pour notre propos.

Leurs efforts pour couper les juifs des populations environnantes trouvent leur couronnement dans la promulgation du « code sacerdotal » par Esdras, sans doute vers 398. Après l'inter-

diction des mariages avec des non-juifs, Esdras définit le juif non plus par la filiation, mais par la mise en pratique des préceptes de la Loi, la Torah. De façon paradoxale, ce qui est destiné à distinguer les juifs des peuples voisins se révèle aussi comme un moyen d'ouvrir le judaïsme aux autres : certes, on continue d'être juif par la naissance, mais on peut aussi le devenir par la soumission à la Torah. En d'autres termes, non seulement on peut *naître* juif, mais on peut le *devenir* ! La porte s'ouvre à la conversion.

Shlomo Sand passe presque sous silence cette réforme essentielle, qui est l'une des clés de l'évolution du judaïsme après la conquête d'Alexandre. Car je crois indiscutable qu'entre l'époque d'Alexandre et le III<sup>e</sup> siècle de notre ère au moins le judaïsme fit des recrues. Shlomo Sand les estime très nombreuses, dans tout le monde hellénistique puis romain, et récuse les thèses de ceux qui, comme Édouard Will et Claude Orrieux<sup>4</sup>, concluaient au contraire qu'il n'y avait pas eu de prosélytisme juif.

Il me semble que l'on peut faire à ce sujet plusieurs remarques. On peine à trouver dans la documentation disponible les traces évidentes d'un mouvement missionnaire semblable à celui qui se met en place dans le christianisme naissant dans le courant du I<sup>er</sup> siècle de notre ère, mais le silence des sources ne peut suffire à en exclure la possibilité. D'autant que des indices montrent qu'il y eut au sein du judaïsme, à défaut d'une organisation missionnaire, des individus prompts à faire des recrues. L'auteur de l'Évangile de Matthieu (xxiii, 15) fait dire à Jésus : « Malheur

3. L'ordre chronologique des réformes de Néhémie et d'Esdras n'est pas assuré ; j'adopte ici l'opinion qui me semble aujourd'hui largement majoritaire, Néhémie au milieu du VI<sup>e</sup> siècle, Esdras au tout début du V<sup>e</sup>. Une autre chronologie serait sans incidence sur les propos tenus ici.

4. *Prosélytisme juif ? Histoire d'une erreur*, Les Belles Lettres, 1992.

Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

à vous, scribes et pharisiens hypocrites, vous qui parcourez les mers et la terre sèche pour faire un seul prosélyte, alors que quand il l'est devenu, vous le faites fils de la géhenne deux fois plus que vous-mêmes. » Que le propos soit réel ou inventé *a posteriori* ne change rien : pour l'évangéliste, certains juifs se livrent à la conversion. Malgré les efforts d'Édouard Will et de Claude Orrieux<sup>5</sup> pour en limiter la portée, il est difficile de récuser tout esprit missionnaire juif, et l'on constate que la mission chrétienne rencontre assez souvent la concurrence des prédicateurs juifs<sup>6</sup>.

En fait, qu'il y ait eu volonté délibérée de recruter ou non, la réalité des conversions ne fait aucun doute. La longue liste des donateurs juifs et « craignant-Dieu » (*theosebeis*) d'Aphrodisias atteste leur réalité<sup>7</sup>, et corrobore les indications tirées des sources littéraires, Actes des Apôtres, ou lettre d'Agrippa I<sup>er</sup> citée par Philon d'Alexandrie dans la *Legatio ad Caium*. Les Actes montrent à plusieurs reprises combien les païens, notamment les femmes de notables, se pressent dans les synagogues pour y entendre les prédicateurs venus de Judée ou d'ailleurs. Agrippa I<sup>er</sup>, dans une lettre à l'empereur Caligula, brosse un tableau de la présence des communautés juives dans l'Empire qui ne laisse à l'écart aucune région, y compris les plus reculées : « [281] Sur la Ville Sainte, il m'incombe de dire ce qu'il convient. Cette ville, comme je l'ai dit, est ma patrie mais aussi la capitale, non pas du seul territoire de Judée, mais encore de la plupart des autres territoires, à cause des colonies qu'elle a envoyées, suivant les époques, dans les pays limitrophes : Égypte, Phénicie, Syrie, et spécialement celle qu'on appelle Koilé-Syrie ; d'autres dans des régions plus lointaines, Pamphylie, Cilicie, la plus grande partie de l'Asie jusqu'en Bithynie et au fin fond du Pont ; de même en Europe, en Thessalie, Béotie, Macédoine, Éto-

lie, en Attique, à Argos, à Corinthe, dans la plupart des meilleures régions du Péloponnèse. [282] Et ce n'est pas seulement les continents qui sont remplis des colonies juives, mais les îles les plus renommées, l'Eubée, Chypre, la Crète. Et je ne dis rien des colonies au-delà de l'Euphrate. Car, à l'exception d'une mince partie, Babylone et, parmi les autres satrapies, toutes les cités qui possèdent un territoire fertile autour d'elles, ont des habitants juifs. [283] De sorte que, si ma patrie a quelque part à ta bienveillance, ce n'est pas une seule ville qui en ressentira le bienfait, mais des myriades d'autres qui sont situées dans toutes les régions de l'univers, en Europe, en Asie, en Libye, sur les continents et les îles, sur les côtes ou dans l'intérieur des terres [trad. par le P. André Pelletier, 1972]. » Certes, il convient de faire la part de la propagande puisqu'il s'agit de convaincre Caligula de la diffusion immense de ses éventuels bienfaits, mais encore fallait-il qu'il y ait un minimum de vraisemblance. Ce qui importe, surtout, c'est que ces communautés dispersées existent près d'un demi-siècle avant la destruction du Temple et ne peuvent donc pas être mises en relation avec la guerre de 66-70. D'autre part, en dépit de l'affirmation de Philon, il est quasiment impossible que tous les membres de ces communautés soient sortis de Judée. Certes, contrairement à ce qu'affirme un peu vite Shlomo Sand, les juifs, quoique paysans pour la plupart, sont fort capables d'émigrer. D'abord parce qu'il y a une grave crise sociale en Palestine au I<sup>er</sup> siècle, et que nombre de paysans sans terre ont dû trouver soit une autre occupation, soit des terres ailleurs

5. *Ibid.*, pp. 115-137.

6. Cf. par exemple Gerd Theissen, *Histoire sociale du christianisme primitif*, Lausanne, Labor et Fides, 1996, p. 172.

7. Joyce Marie Reynolds et Robert F. Tannenbaum, *Jews and God-Fearers at Aphrodisias*, Cambridge, 1987.

Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

(on ne comprendrait pas sans cela le succès des « messies » mentionnés par Flavius Josèphe). Ensuite parce qu'il existe une longue tradition d'exil volontaire, notamment pour s'engager dans les armées des puissances du moment : les juifs d'Assouan au <sup>ve</sup> siècle avant J.-C., ceux des unités militaires ethniques (*politeumata*) au service des Lagides à Alexandrie et à Héracléopolis du Fayoum, les juifs de Babylonie et d'Idumée au service des Hérodiens en Syrie du Sud en témoignent. En plus de cette tradition de départ lointain, il existe aussi un phénomène de colonisation proche : les armées de Maccabées interviennent en 163 avant J.-C. pour sauver des communautés menacées d'être massacrées dans le Hauran (Bostra) et en Idumée. Plus tard, on retrouve de nombreux juifs installés sur le Golan, dans la plaine de Batanée, en bordure du plateau du Trachôn (Lejâ).

Mais cette émigration volontaire (ce qui n'exclut pas qu'elle soit commandée par des nécessités économiques) ne peut expliquer la présence de juifs dans la plupart des cités hellénophones de l'Empire. Il faut donc admettre, comme les Actes des Apôtres et la liste d'Aphrodisias y invitent, que les conversions de païens ont largement nourri l'accroissement de ces communautés. Là-dessus on ne peut qu'être d'accord avec Shlomo Sand sur le fond, même s'il paraît bien délicat d'avancer des chiffres, comme il le fait. L'idée qu'il y a des juifs partout est nourrie aussi bien par un juif comme Agrippa I<sup>er</sup> que par des auteurs qui leur sont hostiles comme Juvénal : dans les deux cas, les besoins de la propagande peuvent conduire à une déformation historique que l'on ne maîtrise pas. Mais la conclusion essentielle demeure : la « Diaspora » n'est pas seulement le produit d'une « dispersion » à partir du noyau judéen ou, plus largement, palestinien, elle est aussi (surtout ?) le résultat

d'un mouvement constant de conversions des païens originaires, notamment de la partie hellénophone de l'Empire.

La réticence de nombreux historiens à admettre ce mouvement d'adhésion au judaïsme, en dehors des présupposés idéologiques évoqués plus haut, provient sans doute de l'image austère, voire fermée, que donne de lui-même le judaïsme, et des efforts ultérieurs des rabbins pour dénier toute politique missionnaire. Or, l'image que donne la communauté judéenne ne vaut que pour celle-ci et ne doit pas faire illusion : le rigorisme croissant des règles de la Torah imposé par les maîtres pharisiens traduit à mes yeux leur crainte de voir une partie de la communauté leur échapper. Pour faire court, le raidissement des rabbis de Palestine face aux païens (dont témoignent les Évangiles et Flavius Josèphe) découle de la crise de modernité que traverse cette communauté : la question qui se pose aux juifs de Judée est de savoir comment rester juifs tout en devenant grecs, c'est-à-dire en s'inscrivant dans ce qui est la culture du temps, dans la modernité du moment à laquelle personne ne peut échapper. Une partie des maîtres spirituels des juifs estiment encore la contradiction insurmontable. Or, dans le même temps, les convertis issus du polythéisme prouvent le contraire : la plupart ne parlent que grec, fréquentent le gymnase et les thermes, vivent quotidiennement au milieu des païens, partagent sans doute avec eux certains loisirs, voire certaines formes de sociabilité. À leur manière, ils vivent par anticipation ce que les juifs de Judée connaissent après la Grande Révolte de 66-70.

### *L'exil et la dispersion*

Le judaïsme hellénistique connaît de formidables bouleversements entre le temps des Mac-

Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

cabées – dont la révolte est d’abord une crispation « réactionnaire » au sens littéral face à une réforme prématurée et mal conduite – et le <sup>II</sup><sup>e</sup> siècle de notre ère, où se met en place une nouvelle forme du judaïsme, le judaïsme rabbinique. Je crois que le fort accroissement du nombre des juifs par l’apport d’une composante originaire des polythéismes antiques a sa part dans cette transformation.

L’attrait qu’exerce le judaïsme – que ne contredit pas la répulsion qu’il inspire aux lettrés – et qui se traduit par les conversions que l’on vient d’évoquer rend donc inutile la thèse, contestée à juste titre par Shlomo Sand, de l’exil. Encore faut-il s’entendre sur les mots. Sand conteste qu’à l’issue de la destruction du Temple les Romains aient condamné les juifs à l’exil. Il a évidemment raison : aucune source antique ne mentionne une telle mesure, mais aucun historien sérieux ne défend non plus une telle idée, même si elle reste populaire (cf. ci-dessus Amos Gitaï) ! La seule mesure qui, mal interprétée, a pu conduire à une telle conclusion est l’interdiction faite aux juifs de fréquenter Jérusalem après 135, à l’exception du 9 Ab, anniversaire (théorique) de la destruction du Temple. Mais il n’est pas interdit de vivre en Judée, on ne procède à aucune expulsion forcée. Puisque aucun savant ne songe à défendre une telle opinion, était-il utile de la récuser ? Oui, sans hésiter, puisque l’idée d’une diaspora née de la guerre juive reste vivante chez beaucoup.

S’il n’y eut pas de mesure d’exil, il y eut néanmoins quelque remue-ménage en Judée après 70, et surtout après l’écrasement de la révolte de Bar Kokhba en 135. D’une part, les auteurs (Flavius Josèphe pour la première révolte, Dion Cassius pour la seconde) font état de considérables pertes de vies humaines. Les chiffres sont invérifiables, mais on ne peut exclure qu’il n’y

ait eu de nombreux morts, ce qui peut expliquer en partie l’abandon d’un certain nombre de sites occupés auparavant. D’autre part, les prisonniers de guerre (nombreux d’après les sources) furent vendus comme esclaves : on sait que Gaza fut l’un des lieux de vente en 135, mais elle n’en eut pas le monopole. Pour ces gens-là, ce fut bien un exil contraint, et les marchands d’esclaves qui fréquentaient ces marchés de gros pouvaient ensuite les revendre partout. Enfin, face aux destructions, des juifs ont pu choisir de quitter leurs villes et villages pour s’installer plus ou moins loin. Nous ne sommes pas capables aujourd’hui d’étudier le détail de ces mouvements de population, mais il semble bien que le nombre de lieux habités en Judée ait notablement diminué après 70 et surtout après 135. Parallèlement, on sait que la Galilée devint le centre de la vie juive à partir du <sup>II</sup><sup>e</sup> siècle. Ces réaménagements, internes pour la plupart, n’ont évidemment rien à voir avec un départ massif des juifs de Palestine qu’aurait chassés de chez eux une mesure d’exil.

On peut donc conclure, comme Shlomo Sand, que les communautés juives dispersées partout n’ont aucun rapport avec des décisions politiques ou administratives qui n’ont jamais existé, que si des juifs ont effectivement choisi l’exil, c’est souvent librement (sauf bien sûr pour les esclaves) et que le mouvement existe depuis longtemps, au moins depuis le début du <sup>VI</sup><sup>e</sup> siècle avant J.-C. Entre les déportés en Babylonie qui ont refusé de rentrer, les mercenaires juifs installés en Égypte ou ailleurs, les exilés par choix qui ont voulu chercher fortune ailleurs que sur les collines arides de Judée, il ne manque pas de juifs dispersés à travers la Méditerranée orientale et le Proche-Orient, notamment. Il n’y a aucune raison d’en minimiser le nombre (que nous ignorons), mais ils doivent être assez nom-

breux pour constituer des foyers de diffusion de leurs propres croyances. Sans eux, on imagine mal les mouvements de conversion que souligne Shlomo Sand. Beaucoup de communautés hors de Palestine furent donc constituées pour une part non mesurable de convertis. En tout cas, si l'image d'une communauté fermée sur elle-même traversant le temps et l'espace pure de tout mélange a d'incontestables avantages idéologiques et politiques dans le contexte d'une revendication territoriale, elle n'a aucun fondement historique, c'est-à-dire scientifique.

### *Les religions de la Palestine*

Les mouvements de conversion cessent après la seconde révolte, celle de Bar Kokhba. Les mesures prises par Hadrien puis par Antonin le Pieux, interdisant la circoncision sur d'autres que ses propres enfants, notamment, reviennent de fait à interdire les conversions complètes, du moins chez les hommes. Mais il est probable que les succès de la mission chrétienne – dont témoigne Pline le Jeune en Bithynie dès le début du II<sup>e</sup> siècle – ont pu concurrencer efficacement la séduction exercée jusque-là par le judaïsme : les exigences morales du judaïsme se retrouvaient chez les chrétiens sans les contraintes de la Torah (circoncision, sabbat, règles de pureté strictes). Mais ne croyons pas pour autant que le judaïsme agisse comme un repoussoir : à Antioche, au IV<sup>e</sup> siècle après J.-C., païens et chrétiens se pressent encore aux fêtes juives, réputées pour leur éclat, et Jean Chrysostome fulmine contre ses ouailles à ce propos.

Il n'empêche que si les communautés juives restent vivantes et attrayantes, on ne sait si elles continuent à recruter : les chefs de la communauté avaient évidemment tout lieu de prétendre le contraire pour ne pas déplaire aux autorités

chrétiennes. Mais il est possible que non seulement on ne recrute plus, mais même que les communautés s'affaiblissent. Le développement des villages occupés par des juifs en Syrie du Sud aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> siècles peut être lié à l'accroissement naturel : tous les villages de la région croissent, le nombre de sites occupés augmente, jusqu'aux portes de la steppe. Mais on peut observer qu'en Palestine même les communautés chrétiennes fleurissent. Dans son inventaire géographique, l'*Onomasticon*, au début du IV<sup>e</sup> siècle, Eusèbe de Césarée trouve peu de villages entièrement juifs ou chrétiens, ce qui signifie que presque partout les uns et les autres cohabitent. On est donc loin d'une Judée et d'une Galilée presque exclusivement juives. La question se pose de savoir d'où sortent ces chrétiens. S'il n'y a pas eu d'apport de population extérieure – les colons implantés après 70 et après 135 furent peu nombreux –, il faut admettre qu'une partie des juifs s'est convertie au christianisme. C'est la conclusion la plus vraisemblable, celle à laquelle se rallie Shlomo Sand. De fait, les auteurs chrétiens mentionnent plusieurs sectes judéo-chrétiennes, comme les ébionites ou les élcsaïtes, qui survivent au moins jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle. Certes, elles sont marginales et ne traduisent pas un mouvement massif de conversion des juifs ; néanmoins, elles seules avaient une chance de laisser des traces en raison même de leur caractère « hérétique ». En revanche, les juifs convertis à la foi nouvelle n'avaient aucune raison d'être distingués du reste de la communauté et ne laissent donc aucune trace. Sans forcer la comparaison, on ne voit pas pourquoi une partie des juifs de Palestine, entre autres, ne se serait pas convertie à la religion dominante au IV<sup>e</sup> siècle, religion dont la filiation avec le judaïsme n'était pas récusée, alors que les chrétiens se sont convertis nombreux à l'islam



Maurice Sartre  
A-t-on inventé  
le peuple juif?

après les années 630. La multiplication des chrétiens en Palestine au <sup>iv</sup>e siècle ne peut s'expliquer par la seule conversion des païens. On comprend qu'à défaut de chiffres de recensement par confession nous ne pouvons tirer aucune conclusion assurée, mais l'hypothèse de Sand – dont il rappelle qu'elle avait été formulée par David Ben Gourion dès le début du <sup>xx</sup>e siècle – selon laquelle les vrais descendants des juifs de Judée sont les Palestiniens (qui de chrétiens sont devenus massivement musulmans après 638) n'est peut-être pas seulement une boutade. Cela revient à privilégier la stabilité des hommes à la permanence des cultures. Un jour, pas si lointain peut-être, des analyses ADN portant sur d'amples échantillons de population donneront des preuves irrécusables, dans un sens ou dans l'autre. En attendant, laissons ouvertes toutes les possibilités.



On le voit, Shlomo Sand aborde des questions complexes auxquelles il apporte parfois des réponses qui choquent la vulgate, mais au fond justes, même lorsqu'elles sont excessives. Le genre de l'essai, cependant, qui vise à frapper les esprits, ne s'embarrasse pas de nuances excessives. L'historien spécialiste le regrette, sans doute, et n'a pas de peine à relever les erreurs de détail, à contester telle ou telle affirmation. Mais cela ne change pas grand-chose au fait que, pour les juifs comme pour beaucoup d'autres au Proche-Orient, les cinq ou six siècles qui suivent la conquête d'Alexandre furent une période d'extraordinaires bouleversements culturels, sociaux et religieux, un temps d'ouverture et de métissage dont tous sortirent largement transformés.

Maurice Sartre.

## Shlomo Sand

### « Nos ancêtres les Hébreux »

J'ai rédigé le livre en hébreu, et c'est aussi dans cette langue qu'il a reçu ses premières critiques. La publication du livre en français et en anglais a suscité une série de critiques supplémentaires ; aussi, je crains de ne pas être en mesure de présenter, dans le cadre de cet article, un faisceau d'arguments et de critique des critiques qui puisse couvrir l'ensemble. Je me sens, notamment, assez désarmé face à celles qui disent que tout ce que j'ai écrit est, à la fois, déjà connu et complètement faux. Ce n'est pas le cas des intervenants sollicités par *Le Débat*. Je les remercie tous vivement. Étant donné la diversité des points de vue exprimés, j'ai pris le parti de me focaliser sur quelques objections centrales qui ont été opposées au récit perturbant émanant de mon livre.

Tout d'abord et afin de prévenir les malentendus : loin d'avoir eu la prétention d'écrire une histoire des juifs, j'ai procédé, essentiellement, à une critique des conceptualisations et des constructions historiographiques jusqu'à présent en vigueur. J'ai ensuite proposé des critères permettant de définir la conception de la nationalité qui a servi de berceuse à l'État d'Israël et que les historiens ont tant contribué à produire et à conforter. La colonisation sioniste n'aurait certainement pas pu être mise en œuvre sans la préparation idéologique qui a donné lieu à l'éclosion et à la cristallisation de mythes. Il faut, par ailleurs, souligner que la construction historique qui a nourri les mythes nationaux n'est pas l'apanage de l'entreprise sioniste, mais constitue une part immanente de la formation des consciences collectives dans l'ensemble du monde moderne.

Chacun sait, aujourd'hui, que la mémoire nationale n'aurait pas pu naître sans l'implication dévouée de « commémorateurs certifiés ».

*Le peuple juif a toujours existé*

Le recours au terme fluide de « peuple » a connu bien des avatars dans l'ère moderne. Si dans un lointain passé ce terme s'appliquait à des ensembles religieux comme « le peuple d'Israël », « le peuple chrétien », ou encore « le peuple de Dieu », dans les Temps modernes son usage s'est orienté vers la désignation de collectivités humaines ayant en commun des composantes culturelles et linguistiques laïques. D'une façon générale, avant l'apparition de l'imprimerie et du livre, des journaux et de l'enseignement contrôlé par l'État, il est très difficile de recourir au concept de « peuple » pour définir un groupe humain. Lorsque le niveau de communication était faible et épisodique entre les tribus, d'un village à l'autre, lorsque le mélange des dialectes différait selon les vallées, lorsque le vocabulaire restreint dont disposait le cultivateur ou le berger se limitait à son labeur et à ses croyances religieuses, la réalité de l'existence de peuples pouvait être sérieusement mise en doute. Définir comme « peuple » une société analphabète de producteurs agricoles m'est toujours apparu problématique, et empreint d'un anachronisme perturbant.

Ainsi la définition du royaume des Hasmonéens comme un État-nation, que l'on trouve dans les manuels d'histoire sionistes, prête-t-elle à sourire. Une société dont les gouvernants, installés dans la capitale, parlaient en araméen, tandis que la plupart des sujets s'exprimaient en divers dialectes hébraïques, et où les commerçants du royaume négociaient leurs affaires en langue grecque ne constituait en aucun cas une

nation, et l'on peut même douter sérieusement de la pertinence de la définir comme un peuple.

Les historiens, toujours dépendants de l'écrit, transmis, en l'occurrence, par les centres intellectuels de pouvoir du passé, ont été imprudemment enclins à généraliser et à appliquer aux sociétés, dans leur ensemble, les identités d'une mince couche d'« élites », dont témoignaient les documents historiques. Dans les royaumes et les principautés dotés d'un langage administratif, pour l'immense majorité des sujets, le degré d'identification avec l'appareil étatique était, le plus souvent, quasiment nul. Si une forme d'identification idéologique avec le pouvoir a pu exister, ce fut celle qui liait ce dernier aux noblesses foncières et aux élites urbaines ; celles-ci agréaient le souverain et donnaient une assise à son pouvoir.

Avant l'apparition de la modernité, il n'y avait pas de gens instruits à même d'exprimer ou de représenter l'opinion du « peuple ». À l'exception des chroniqueurs ou des historiens de la monarchie, les seuls intellectuels qui se souciaient de diffuser et d'élargir une identité parmi les couches de la population étaient les membres du clergé. Le degré d'autonomie relative qu'ils s'efforçaient d'obtenir face aux gouvernants dépendait du renforcement de la foi religieuse et de son assise. La puissance des « agents » de la religion était également tributaire du niveau de la solidarité idéologique et de l'intensité de la communication existant entre eux : d'une part, ils entretenaient la foi, tandis qu'ils étaient, d'autre part, les seuls à façonner et à transmettre une mémoire collective. C'est pourquoi des Berbères convertis au judaïsme dans les monts de l'Atlas en savaient plus sur la sortie d'Égypte et sur la Bible donnée dans le Sinaï que sur le prince gouvernant résidant dans la capitale lointaine ; tout comme, dans le royaume de

France, les paysans étaient plus nombreux à connaître le récit de la Nativité que le nom de leur roi.

Il y a cinq cents ans, il n'existait pas de peuple français, ni italien ou vietnamien, et, de même, il n'y avait pas non plus un peuple juif dispersé de par le monde. Il existait bien, fondée sur la pratique du culte et sur la foi religieuse, une importante identité juive, plus ou moins forte selon le contexte et les circonstances; plus les composants culturels de la communauté étaient éloignés du culte, plus ils ressemblaient aux pratiques culturelles et langagières de leur environnement non juif. Les différences considérables entre les diverses communautés juives, dans la culture quotidienne, ont contraint les historiens sionistes à souligner une origine «ethnique» unique; la plupart, sinon toutes les communautés juives seraient issues d'une même souche: les Hébreux antiques. Certes, la majorité des sionistes ne pensait pas à une race pure: j'ai soutenu dans mon livre que la religion juive ne le leur permettait pas; cependant, presque tous ces historiens ont fait référence à une origine biologique commune comme critère décisif de définition de l'appartenance à un même peuple. Tout comme les Français étaient persuadés d'avoir les Gaulois pour ancêtres, tout comme les Allemands ont été nourris de l'idée qu'ils provenaient, en lignée directe, des Teutons aryens, de même, les juifs devaient savoir qu'ils étaient les descendants authentiques des «fils d'Israël» sortis d'Égypte. Seul ce mythe des «ancêtres hébreux» pouvait justifier la revendication d'un droit sur la Palestine; beaucoup en sont encore convaincus de nos jours. Chacun sait que, dans le monde moderne, l'appartenance à une communauté religieuse n'est pas constitutive de droits de propriété sur un territoire, tandis qu'au contraire

un peuple «ethnique» trouve toujours une terre qu'il peut revendiquer comme étant celle de ses ancêtres.

Voilà pourquoi, aux yeux des premiers historiens sionistes, la Bible a cessé d'être un impressionnant récit théologique pour devenir un livre d'histoire laïque dont l'enseignement est dispensé, dans des cours spécifiques, à tous les enfants israéliens juifs, de la première année du cours élémentaire jusqu'au baccalauréat. Selon cet enseignement, le peuple d'Israël n'est plus constitué de «gentils consacrés», mais il est devenu une nation issue de la semence d'Abraham; aussi, lorsque l'archéologie moderne a entrepris de démontrer qu'il n'y a pas eu de sortie d'Égypte, et que le grand royaume unifié de David et de Salomon n'a jamais existé, elle s'est heurtée à une réaction dure et embarrassante de la part du public israélien laïque; certains n'hésitant pas, d'ailleurs, à qualifier de «négationnistes de la Bible» les «nouveaux archéologues».

### *L'exil et la mémoire historique*

La laïcisation de la Bible s'est effectuée en parallèle avec la nationalisation des «exilés». Le mythe qui instaure l'exil du «peuple juif» par les Romains est devenu la caution suprême des droits historiques sur la Palestine érigée, selon la rhétorique sioniste en «terre d'Israël». Nous touchons ici à un processus particulièrement étonnant de «formatage» d'une mémoire collective: ainsi, alors même que tous les spécialistes de l'histoire juive dans l'Antiquité ont toujours su que les Romains n'ont pas procédé à l'exil de la population de Judée (on ne trouvera pas, d'ailleurs, le moindre ouvrage de recherche historique sur ce sujet), le reste des mortels a été convaincu, et le demeure encore à ce jour, pour

une bonne part, que l'antique « peuple d'Israël » a été arraché, de force, à sa patrie, comme cela figure solennellement dans la Charte d'indépendance de l'État d'Israël.

Les historiens sionistes se sont emparés du terme : « exil » (Gola ou Galout) qui, dans le judaïsme, exprimait le refus de la grâce chrétienne, descendue sur le monde, et ils lui ont conféré un sens physique et politique. Ils ont, non sans brio, transformé la profonde opposition métaphysique et théologique : « Exil – Rédemption », en une version : « Exil – Patrie ». Pendant des siècles, les juifs ont ardemment désiré Sion, leur ville sainte, toutefois il ne leur était jamais venu à l'idée, pas même à ceux qui résidaient tout à côté, d'aller s'y fixer pour y vivre leur vie quotidienne. Il est sûrement difficile de vivre au cœur du cœur d'un lieu saint, et ce d'autant plus que même la petite minorité qui y résidait était bien consciente qu'elle continuait de vivre en exil : la venue du Messie, seule, leur permettrait d'atteindre la Jérusalem métaphysique, et ce, ne l'oublions pas, en même temps que tous les morts.

L'occasion m'est ici donnée d'effectuer une mise au point : contrairement à ce que divers critiques m'ont objecté, je n'ai pas écrit ce livre pour contester les droits historiques des juifs sur Sion. Je croyais encore naïvement, il y a quelques années, que l'exil avait bien eu lieu au début de l'ère chrétienne, mais je n'ai jamais pensé que deux mille ans d'absence confèreraient des droits, alors même que mille deux cents ans de présence n'en donneraient aucun à une population locale.

Il ne viendrait à l'idée de personne de nier l'existence des États-Unis d'aujourd'hui, au motif des droits historiques des Indiens d'Amérique sur leurs terres. Personne n'ira prétendre qu'il faut expulser les conquérants normands

des îles Britanniques, ni qu'il faut ramener les Arabes en Espagne.

Si l'on souhaite éviter de transformer le monde en un gigantesque hôpital psychiatrique, il faut cesser de vouloir l'ordonner sur la base des situations des temps anciens. Israël peut revendiquer aujourd'hui le droit à l'existence uniquement en faisant valoir qu'un processus historique douloureux a abouti à la création d'un État, et que toute tentative de le remettre en question engendrerait de nouvelles tragédies.

*Les Palestiniens sont-ils les descendants  
des Hébreux de l'Antiquité ?*

Qu'est-il advenu de la population de Judée si elle n'a pas subi l'exil ? Il m'est reproché d'avoir prétendu que les Palestiniens d'aujourd'hui en seraient les descendants directs. Je ne suis certainement pas le promoteur de cette opinion ; j'ai cité, dans mon livre, les déclarations de dirigeants sionistes, et non des moindres : David Ben Gourion, Yitzhak Ben-Zvi, Israël Belkind, qui pensaient que parmi les « fellahs » qu'ils rencontraient, au début de la colonisation, se trouvaient des descendants de l'antique peuple juif, avec lesquels il faudrait se réunir. Ils savaient pertinemment qu'il n'y avait pas eu d'exil au 1<sup>er</sup> siècle, et ils en déduisaient logiquement que la grande masse de la population s'était convertie à l'islam, avec la venue des détachements arabes, au début du VII<sup>e</sup> siècle. David Ben Gourion a exprimé un point de vue totalement différent par la suite, lorsqu'il a participé à la rédaction de la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, sans s'être jamais expliqué sur ce revirement.

Pour ma part, je suis d'avis que les Palestiniens d'aujourd'hui proviennent d'origines diversifiées, à l'instar de tous les peuples contemporains. Chaque conquérant a laissé dans la

région sa marque et sa semence : Égyptiens, Perses, Byzantins ont fécondé des femmes du lieu qui ont donné naissance à de nombreuses lignées. Cependant, et bien que ceci soit sans grande importance à mes yeux, je suppose que le jeune Ben Gourion avait vu juste mais était demeuré imprécis dans la formulation : il est en effet vraisemblable qu'un habitant de Hébron est plus proche des Hébreux antiques, par ses origines, que la plupart de ceux qui s'identifient comme juifs dans le monde entier.

*Le dernier exutoire : un ADN juif*

Après avoir épuisé tous les arguments à caractère historique, plusieurs critiques se sont accrochés à la génétique. Les mêmes qui affirment que les sionistes n'ont jamais fait référence à une race concluent leurs critiques en évoquant un gène juif commun. Leur argumentation pourrait être ainsi résumée : « Nous ne sommes pas une race pure, mais nous sommes une même race. » Dans les années 1950, on recherchait, en Israël, des empreintes digitales caractéristiques des juifs et, depuis les années 1970, dans des laboratoires de recherche en Israël (et parfois, aussi aux États-Unis), des biologistes se sont mis en quête d'un marqueur génétique commun à tous les juifs. J'ai passé en revue, dans le livre, la négligence des données, la versatilité fréquente des conclusions et l'ardeur ethno-nationale dépourvue de toute assise scientifique sérieuse. Cette façon de vouloir justifier le sionisme par la génétique me rappelle la démarche des anthropologues de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui, très scientifiquement, s'employaient à découvrir la spécificité des Européens.

Jusqu'à présent, aucune recherche partant d'une masse anonyme d'ADN n'a pu mettre en évidence l'identité d'un marqueur génétique par-

ticulier aux juifs. Amère ironie de l'histoire que de voir des descendants de rescapés de la Shoah se mettre à rechercher une identité juive biologique (Hitler en serait certainement très satisfait) ! Que ce type de recherches soit effectué dans un État qui a mené et continue de mener, depuis des années, une politique déclarée de « judaïsation du pays », un État où, aujourd'hui encore, un juif ne peut pas épouser une non-juive, est d'autant plus révoltant.

*Convertis, Khazars et historiens*

Presque aucun critique érudit ne m'a contredit sur le fait qu'il n'y a pas eu d'exil d'un peuple juif au I<sup>er</sup> ou au II<sup>e</sup> siècle, d'autres savent parfaitement que la Bible n'est pas un livre d'histoire, tandis qu'en revanche le « sous-chapitre » consacré aux Khazars m'a valu de nombreuses critiques : « Tout le monde, dans son enfance, a lu sur les Khazars », « il s'agit d'une thèse vieillotte et non fondée », « l'écrivain antisémite Arthur Koestler l'a inventée », « les Arabes la mettent en avant, depuis longtemps », etc. Il est particulièrement saisissant de constater que ces critiques n'ont quasiment pas consacré un mot aux conversions imposées à leurs voisins par les Hasmonéens, ni aux conversions massives opérées, dans l'Antiquité, sur le pourtour méditerranéen, ni à Adiabène converti à Babylone, ni à la conversion du royaume d'Himyar au sud de la péninsule Arabique, ni aux Berbères judaïsés en Afrique du Nord. Contrairement à ce qui apparaît de nos jours, du II<sup>e</sup> siècle avant J.-C. et jusqu'au début du IV<sup>e</sup> siècle après J.-C., le judaïsme a été une religion prosélyte, dynamique et en expansion, ce qu'aucune donnée ne peut, aujourd'hui, contredire. Bien plus tard est apparu le repli communautaire, lorsque la pérennité de minorités juives au sein du monde chrétien ou

du monde musulman, devenus dominants, a été subordonnée à la cessation complète de tout prosélytisme juif. Toutefois, dans les régions « païennes », le judaïsme a continué à faire de nouveaux adeptes, ce qui nous conduit aux Khazars.

Le royaume khazar a été le dernier à se convertir au judaïsme, vraisemblablement au <sup>viii</sup> siècle après J.-C. ; il n'y a là-dessus aucune contestation, mais la colère des historiens sionistes est suscitée par la tentative de relier la très importante présence juive en Europe orientale à la désagrégation du royaume khazar et à l'émigration de ses sujets juifs vers les régions d'Ukraine, de Russie et de Pologne. Il importe, cependant, de savoir que la thèse selon laquelle la forte présence démographique juive dans ces régions serait incompréhensible sans l'existence d'un royaume juif khazar n'a pas été inventée par Arthur Koestler dont le livre est paru bien plus tard (*La Treizième Tribu*). En réalité, jusqu'aux années 1960, presque tous les historiens, y compris les historiens sionistes, ont soutenu cette position, et j'en donne nombre de citations, dans mon livre ; en voici quelques exemples.

Ben-Zion Dinour, le père de l'historiographie en Israël, et également ancien ministre de l'Éducation, a évoqué la Khazarie comme « la mère des exils, la mère d'un des plus grands exils, l'exil d'Israël en Russie, en Pologne et en Lituanie ». L'historien américain juif, Salo Baron, qui ne cache pas sa sympathie pour Israël, a souligné que « cette remarquable expérience dans la diplomatie juive exerça indubitablement sur l'histoire juive une plus grande influence que nous ne pouvons encore l'imaginer. De la Khazarie, les juifs commencèrent à se diriger vers les vastes steppes de l'Europe orientale, aussi bien pendant la période d'opulence que pendant celle du déclin de leur pays ». Lorsque le grand historien

Marc Bloch eut à donner une définition des juifs, il la formula ainsi : « Un groupe de croyants recrutés, jadis, dans tout le monde méditerranéen, turco-khazar et slave ». L'ouvrage de référence le plus important, qui démontre que l'origine de la majorité des juifs d'Europe orientale provient des tribus turques et slaves du royaume khazar, est dû à Abraham Polak, professeur et fondateur du département d'histoire de l'université de Tel-Aviv. S'agissant de la problématique « khazare », la différence entre sionistes et non-sionistes réside en ce que les sionistes ont émis la thèse, peu vraisemblable, selon laquelle la masse des juifs venus d'« Eretz Israël » se trouve à l'origine du royaume khazar où elle s'est efforcée de préserver le principe de la descendance d'Abraham.

Tous ces historiens se sont peut-être trompés ; quoi qu'il en soit, depuis les écrits d'Abraham Polak datant des années 1940, le lien entre les juifs convertis du grand royaume khazar et le développement du « peuple yiddish » en Europe orientale n'a plus fait l'objet de nouvelles recherches. Aucune découverte historique nouvelle n'a vu le jour, aucune recherche n'est venue, depuis lors, démontrer ou éclairer comment, de la petite minorité juive d'Allemagne occidentale, aurait pu survenir une émigration de masse à même d'engendrer, dès le début du <sup>xviii</sup> siècle, la présence de plus de trois quarts de million de juifs seulement dans le royaume de Pologne-Lituanie (sans la Russie et l'Ukraine orientale), soit un nombre considérable avant les poussées démographiques aux <sup>xix</sup> et <sup>xx</sup> siècles. Jusqu'à ce qu'une nouvelle thèse crédible vienne l'infirmier, seule l'existence, à l'Est, d'un royaume juif médiéval est à même d'expliquer une telle « explosion » démographique, sans équivalent dans aucune autre région au monde. De plus, les recherches philologiques récentes ont mis en



évidence que les origines de la langue yiddish diffèrent de celles du dialecte judéo-allemand des ghettos de l'Allemagne occidentale.

Cependant, avec la décolonisation mondiale et l'avènement du mouvement national palestinien, alors qu'Israël assurait sa domination sur tout l'espace inclus entre la Méditerranée et le Jourdain, il n'était plus possible de laisser planer le doute sur l'origine des conquérants de Jérusalem : tous, ou du moins la grande majorité, devaient apparaître comme les descendants des royaumes de David et de Salomon. Ainsi les Khazars juifs ont-ils été expulsés deux fois de l'Histoire : une première fois, par l'historiographie soviétique aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, et une deuxième fois par l'historiographie sioniste, après la guerre de juin 1967. Dans les deux cas, des nécessités idéologiques ont refaçonné la mémoire nationale.

*La négation de l'existence  
d'un peuple israélien*

On m'a accusé d'être un négateur du peuple juif, et je dois reconnaître que cette affirmation, bien que souvent lestée d'une connotation réprobatrice, n'est pas totalement infondée.

Il faut donc s'interroger : la lente émergence d'une communication toujours plus élargie et continue, avec laquelle des peuples ont commencé à se forger, dans le cadre de royaumes centralisateurs ou des premiers États-nations, a-t-elle créé un peuple juif ? La réponse est négative. À l'exception de l'Europe orientale où la puissance démographique et la structure originale et distincte de la vie juive ont fait mûrir une forme spécifique de culture populaire et de langue vernaculaire, un peuple juif du monde entier n'est pas apparu. Le parti du Bund, qui a représenté une des expressions «proto-natio-

nales» de la population juive en Europe de l'Est, savait que les frontières du peuple dont il se faisait le porte-parole et le défenseur coïncidaient avec celles de la langue yiddish. Il est par ailleurs intéressant de constater que les premiers sionistes, en Europe occidentale, destinaient la Palestine aux juifs de la zone du yiddish, et non pas à eux-mêmes : ils s'appliquaient, au contraire, à être très anglais, allemands, français ou américains, et même ils se mobilisèrent avec ardeur dans les guerres nationales de leurs pays respectifs.

S'il n'y a pas eu un peuple juif dans le passé, le sionisme n'est-il pas parvenu à le créer dans les temps modernes ? Partout, dans le monde, lorsqu'il s'est agi de façonner les nations, c'est-à-dire des groupes humains revendiquant pour eux-mêmes une souveraineté, ou luttant pour la conserver, ont été inventés des peuples dotés d'une longue antériorité et d'origines historiques lointaines. Le mouvement sioniste a également procédé ainsi. Cependant, si le sionisme a réussi à imaginer un peuple éternel à titre rétrospectif, il n'est pas parvenu à créer, à titre prospectif, une nation juive mondiale. Les juifs du monde entier ont aujourd'hui la possibilité d'émigrer en Israël, mais la majorité d'entre eux a choisi de ne pas vivre sous une souveraineté juive et a préféré conserver la nationalité d'un autre pays.

Si le sionisme n'a pas créé un peuple juif mondial, et encore moins une nation juive, il a, cependant, donné naissance à deux peuples, et même à deux nouvelles nations qu'il rechigne, malheureusement, à reconnaître, car il les considère comme des «rejetons» illégitimes. Il existe, aujourd'hui, un peuple palestinien, création directe de la colonisation, qui aspire à sa propre souveraineté ; un peuple israélien existe aussi, prêt à défendre, avec une totale abnégation, son indépendance nationale. Ce peuple, à la différence du peuple palestinien, ne bénéficie d'au-

cune reconnaissance, bien qu'il dispose de sa propre langue, d'un système général d'éducation, d'une production littéraire, cinématographique et théâtrale qui exprime une culture au quotidien, vivante et dynamique.

Les sionistes, dans le monde, peuvent faire des dons à Israël, exercer une pression sur les gouvernements de leur pays en faveur de la politique israélienne, mais, le plus souvent, ils ne comprennent pas la langue de la nation censée être « la leur », ils s'abstiennent de se joindre au « peuple qui a émigré dans sa patrie » et évitent d'envoyer leurs enfants participer aux guerres du Proche-Orient. Au moment où j'écris ces lignes, le nombre d'Israéliens qui émigrent vers les pays occidentaux s'avère supérieur à celui des sionistes venant s'établir en Israël. On sait également que si la liberté du choix leur avait été laissée à l'époque, la grande majorité des juifs sortant d'URSS aurait émigré directement aux États-Unis, comme le firent, cent ans plus tôt, les juifs du peuple yiddish. (L'État d'Israël aurait-il, d'ailleurs, vu le jour si les États-Unis n'avaient pas fermé leurs frontières à l'immigration en provenance d'Europe centrale et orientale, à partir des années 1920 ; une politique impitoyablement maintenue, durant les années 1930, à l'encontre des réfugiés fuyant les persécutions nazies, et encore aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale vis-à-vis des juifs rescapés d'Europe.)

Le Proche-Orient est probablement, aujourd'hui, l'endroit le plus dangereux pour ceux qui se considèrent comme juifs. Parmi les causes de perpétuation de cette situation à risque figure la négation, par le sionisme, de l'existence du peuple israélien, uniquement considéré comme le point avancé du peuple juif, engagé dans une colonisation qui doit se poursuivre, et que le sionisme préfère envelopper dans une idéologie ethnocentriste fermée sur elle-même.

### *Nationalité ethnique et État d'Israël*

Pour accomplir leurs premiers pas, presque toutes les nationalités ont été guidées par le rêve d'incarner la conscience et la mémoire d'un peuple « ethnique ». Le mode de définition du collectif national a donné lieu, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, à des conflits dont certains se prolongent, en divers lieux, jusqu'à aujourd'hui. Dans la plupart des États-nations démocratiques-libéraux, une conception citoyenne et politique de la nationalité a fini par s'imposer, tandis que, pour d'autres, la définition ethnocentriste d'appartenance à l'État, et de propriété sur celui-ci, est restée dominante. Le sionisme, né entre le centre et l'est de l'Europe, ressemblait à s'y méprendre aux courants ethno-biologiques ou ethno-religieux dominants dans son environnement. Les contours de la nation n'étaient pas délimités par la langue, une culture laïque de la quotidienneté, la présence sur le territoire et une volonté politique d'intégration dans le collectif. En l'occurrence, l'origine biologique, combinée avec des fragments de religion « nationalisés », constituait le critère d'inclusion dans le « peuple juif ». Il était impossible de s'intégrer à ce peuple sur la base d'une adhésion volontaire et laïque, et ces constituants originels sont encore en vigueur, aujourd'hui, en Israël ; telle est bien la source du problème.

La colonisation sioniste a conforté ce type de nationalité. Au début, il y eut, certes, quelques hésitations à propos des contours de la nation juive ; il fut un temps envisagé, on l'a vu, d'y inclure des Arabes présents en Palestine, en se fondant sur leur origine « ethnique-biologique », mais, dès leur première opposition vigoureuse à la colonisation étrangère, la définition de la nation fut définitivement recentrée selon des caractéristiques ethniques et religieuses. Les critères

ethno-biologiques n'ont pas été maintenus avec autant de fermeté dans toutes les sociétés issues de la colonisation (si ces critères ont longtemps dominé les définitions nationales de la colonisation puritaine d'Amérique du Nord, ils ont été, en revanche, plus rapidement dissous s'agissant des nouvelles nationalités créées dans les Amériques centrales et du Sud à dominante catholique.) En Israël, les années 1960 avaient vu l'apparition d'expressions, encore embryonnaires, d'une nationalité citoyenne mais, à partir de 1967, la situation de domination sur toute la population arabe comprise entre la mer Méditerranée et le Jourdain a suscité le resserrement des contours de l'*ethnos* juif imaginaire.

L'ethnocentrisme juif n'a cessé de se durcir au cours des dernières années. L'affaiblissement du mythe des territoires s'est accompagné d'un renforcement du mythe de l'ethnie : les résultats des dernières élections législatives en constituent un indicateur éloquent. En parallèle, dans le monde occidental, le recul relatif de la nationalité citoyenne classique et la montée de formes enfermantes de communautarisme, liées à la mondialisation culturelle et aux soubresauts de l'immigration, ont induit des tendances au repli et à la focalisation sur une identité juive exclusive. L'identité juive, religieuse ou laïque, n'est, certes en soi, nullement répréhensible et, après Hitler et le nazisme, il serait stupide, voire suspect de s'y opposer. Cependant, lorsque cette identification connaît des formes de profanation spirituelle, culturelle ou éthique, lorsqu'elle aboutit, fondamentalement, à isoler les juifs de leurs prochains et qu'elle se résume à une identification avec le militarisme et la politique israélienne de domination d'un peuple par la force, il y a lieu de s'en inquiéter.

Israël, au début du <sup>xxi</sup>e siècle, se définit comme l'État des juifs, et comme la propriété

du peuple juif, c'est-à-dire des juifs vivant dans le monde entier, et non pas de l'ensemble des citoyens israéliens qui résident sur son sol : c'est pourquoi il convient de le définir comme une ethnocratie plutôt que comme une démocratie.

Les travailleurs étrangers et leurs familles, dépourvus de la citoyenneté, n'ont absolument aucune possibilité d'être intégrés dans le corps social, même s'ils résident en Israël depuis des décennies, même si leurs enfants y sont nés et ne parlent que l'hébreu. Quant au quart de la population identifiée comme « non juive » par le ministère de l'Intérieur, bien que disposant de la citoyenneté, il ne peut pas identifier Israël comme étant « son » État. Il est difficile de savoir combien de temps les Israéliens arabes, qui représentent 20 % des habitants du pays, continueront à supporter d'être considérés comme des étrangers dans leur patrie. Puisqu'il s'agit d'un État juif, et non pas d'un État israélien, plus les citoyens arabes « s'israélisent » par la culture et par la langue, plus ils deviennent anti-israéliens par leurs positions politiques, et cela n'est nullement paradoxal. Faut-il s'interdire de penser qu'une des prochaines Intifada pourrait ne pas avoir lieu dans les Territoires occupés, et soumis à un régime d'apartheid, en Cisjordanie, mais éclater en plein cœur de l'ethnocratie ségrégative, autrement dit : dans l'Israël des frontières de 1967 ?

On peut toujours se voiler la face pour ne pas voir la réalité. On peut continuer d'affirmer que le peuple juif existe depuis quatre mille ans, et que « Eretz Israël » lui appartient depuis toujours. Toutefois, si les mythes historiques ont pu, avec beaucoup d'imagination, aider, jadis, à créer la société israélienne, ils risquent, dans l'avenir, de contribuer à sa destruction.

*Shlomo Sand.*

Traduit de l'hébreu par Michel Bilis.